

## GÉNÉRAL WILLIAM VAQUETTE

⇒ P.16

**« Au quotidien les gens me disent que la Martinique ce n'est pas cette violence... »**

*Le Général William Vaquette, est commandant en chef de la Gendarmerie de Martinique.*



### ⇒ QUALITÉ TOURISME MARTINIQUE



**«Toujours viser l'excellence durable»**

⇒ P.23

### ⇒ POLITIQUE



**CONSTITUTION : Une inévitable révision pour la Martinique ?** Par M.Irasque

⇒ P.10

### ⇒ TRADITION



⇒ P.36

### BRED : 33 ANS DE SERVICE EN MARTINIQUE



PAGE 28

PAIEMENT PAR QR CODE

FLASHEZ, CONFIRMEZ,  
C'EST PAYÉ !



UNE  
EXCLUSIVITÉ  
BRED

**+X BRED, LA BANQUE 100% CONSEIL.**



**BRED**  
BANQUE POPULAIRE



BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de Banque Populaire régie par les articles L.512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, au capital de 1 681 431 905,79 euros - Siège social: 18, quai de la Rapée - 75604 Paris Cedex 12, 552 091 795 RCS Paris - Ident. TVA FR 09 552 091 795 Intermédiaire en assurances immatriculés à l'ORIAS sous le n° 07 003 608.

Crédit photo : Gettyimages - Décembre 2022 - Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

## **5 500...**

**Après les troubles graves qui ont secoué la Chine ces jours-ci, suite au confinement plus que douloureux imposé à la population de ce pays, les autorités ont été « contraintes » de desserrer la rigueur extrême des mesures subies...**

### **Deux choses frappantes**

De cela, deux choses m'ont frappé...

1- Il paraît, selon un des nombreux « savants » ou « sachants » qui analyse la situation, qu'il y aurait eu, je cite « 5500 » décès en CHINE liés à cette virose mortelle...

Est-ce vrai ou pas ? On ne le saura vraiment que dans bien des années...

Toujours est il que ce chiffre, vrai ou faux, insuffisant ou manipulé, interpelle... car, la personnalité qui l'avait cité, et pour le commenter, avait ajouté, que - je cite de mémoire - « même en multipliant ce chiffre par trois, soit environ 15000 décès, on arrivait à des totaux très bas... »

Et voilà ce qui bâtit mon commentaire : la Chine compte 1.500.000.000 de Citoyens (un milliard 500 millions) et la Martinique (environ) 330.000 (trois cent trente mille)...

En Martinique, nous avons eu (selon l'ARS) 1071 décès.

### **Si on applique...**

2- Si on applique les données de la Martinique à la population de la Chine, le « calcul » laisse attendre combien de décès en Chine ?

1071 divisé par 330.000 multiplié par 1.500.000.000.

### **Soit...4.868.181 décès-covid**

(QUATRE MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE HUIT MILLE CENT QUATRE VINGT UN décès)



Et si on applique les données de la CHINE à la population de la Martinique, le « calcul » laisse attendre combien de décès en Martinique ?

5500 divisé par 1.500.000.000 multiplié par 330.000

Soit >> 0,33 décès... (????) (en multipliant par trois le nombre de décès comme suggéré par notre Savant on aurait eu...Un mort (???)

—

**La 3e chose frappante, et qui découle de ce qui précède, est la quasi-impossibilité, à l'heure actuelle, à An plus 2 d'une épidémie récente, de comparaisons et d'analyses fiables...**

Bonnes réflexions à tous...■

**HENRI PIED**



1783  
**NOUVEAU  
AGRUMES  
25CL**

Distribué par **SOMADICOM** ZI La Lézarde 97232 le Lamentin | 05 96 66 66 66

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR. [www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr)



**UNE EXPOSITION À VOIR ABSOLUMENT !**

FONDATION CLÉMENT

*Widénen*

PALETTE PALIMPESTE

EXPOSITION  
16 DÉC. 2022  
14 FÉV. 2023

www.fondation-clement.org

ACCÈS GRATUIT  
Quartier de la Paix  
de 9h à 18h30

Médiation Clément  
97000 Fort-de-France  
Martinique

03  
**L'ÉDITO D'HENRI PIED**  
5 500...

05  
**SOMMAIRE**

42 Kreyolad. Tout moun blé  
06 Des Faits et des Hommes - Miss France de Gdc

12  
**POLITIQUE**

10 CONSTITUTION :  
Une inévitable révision pour la Martinique ?

16  
**SOCIÉTÉ**

Rencontre avec le GÉNÉRAL WILLIAM Vaquette,  
commandant en chef de la Gendarmerie de Martinique

23  
**QUALITÉ TOURISME MARTINIQUE**

Retrouvez en cahier central notre dossier

28  
**BRED**, 33 ans de service en Martinique,  
entretien à trois voix avec Eric Montagne, le directeur  
général adjoint en charge du pôle commercial, Jérôme  
Perrin, le directeur régional Martinique-Guyane et Ma-  
thieu le Bellac, le directeur du réseau outre-mer.

34  
**CROISIÈRE/BUSINESS**,  
La Caribbean Business Croisière vous attend en Mars 2023.

36  
**LA PÂTISSERIE SURENA®**  
Avec nous depuis 1906 !

42  
**ALAIN BIDARD**  
Un réalisateur ultra récompensé à l'international

46  
**AMI CONTE SUR ANTILLA**  
Rubrique dorénavant régulière avec l'Association AMI.  
« Oralité et Ecriture Vivante, le Conte » porté par AMI dirigée  
par Valer'EGOUY, conteur...

POUR JOINDRE LA RÉDACTION :  
ANTILLA, 7 Rue Paul Gauguin  
97232 Le Lamentin, Martinique  
TÉL: 0696 73 26 26 / 0595 75 48 68  
Email: antilla@orange.fr  
philippe@antilla-martinique.com  
CPPAP 1122 C 86520 - ISSN 0757555

DIRECTION / RÉDACTION  
Directrice de la publication :  
Valentine Hellenis : 0596 75 48 68  
Directeur de la rédaction :  
Henri Pied : 0596 75 48 68

Rédaction :  
Henri Pied, Gérard Dourling-Carter,  
Mike Trasque, Céline Clairia,  
Philippe Pied, Nathalie Lauzé,  
Nadia Cebral, Jules Duranty,  
Nicolas Manceau, 3ed

Conception :

Philippe Pied

Marketing et Publicité :

CONCEPT CV :

TÉL 0696 73 26 26

philippeped@gmail.com

Impression :

Tonprint Imprimerie

ATTENTION :

Les documents, manuscrits ou non, restent  
la propriété de la rédaction.

BUREAUX :

60 Jambette-Beauséjour

97200 Fort-de-France

SITE INTERNET :

www.antilla-martinique.com

PARTENAIRES MÉDIAS

viàATV  
C'EST MATELÉ

Radio  
Imagine

ileco

### **ORIANNE GALVEZ-SOTO - MISS AQUITAINE**



Après Miss Bordeaux, la jeune femme de 23 ans devient Miss Aquitaine. Haïtienne de sang, originaire de Lembras (Dordogne), elle est maquilleuse professionnelle diplômée d'école d'esthétique, elle rêvait d'être gendarme. Grâce à son titre de Miss Bordeaux puis de Miss Aquitaine, la jeune femme rejoint les

candidates du prestigieux concours national de Miss France en décembre prochain.

Oriane Galvez-Soto avait déjà remporté le titre de Miss Périgord 2017 et de première dauphine de Miss Aquitaine en 2020.



### **INDIRA AMPIOT MISS GUADELOUPE**

18 ans et déjà couronnée ! Indira Ampiot est devenue Miss Guadeloupe 2022. Originnaire de la commune de Basse-Terre, cette récente bachelière aimerait poursuivre dans la voie de la communication.



### **SHAÏNA ROBIN - MISS GUYANE**

L'élection remonte au 16 juillet 2022 : direction Miss France 2023 maintenant

### **HÉLÉNESHKA HORTH MISS GUYANE.**

N'est-ce pas qu'elle méritait sa couronne !



# CHANFLOR

édition

# 2023



## Jouanacaera

Jouanacaera ou « loïanacéra »

« L'île aux Iguanes »

Nom Caraïbe de La Martinique donné par Les Amérindiens.

Source : Dictionnaire encyclopédique DESORMEAUX



### AXELLE RENÉ MISS MARTINIQUE

Sur 10 candidates venues des huit communes de Martinique, elle a remporté le titre: elle s'appelle Axelle René et, depuis le 24 septembre, c'est Miss Martinique 2022. Axelle a 21 ans, fait 1m77 et vit dans la commune de Robert. Elle étudie la géoscience planétologie, en niveau master. Elle est belle et intelligente ...

Crédits : LP/Eddylyia Eddylyia Eugene-Mormin

### MARION MARIMOUTOU MISS RÉUNION



Autre candidate en lice pour Miss France 2023 : Marion Marimoutou, sacrée Miss Réunion 2022 fin août. Originnaire de Saint-André, elle est âgée de 18 ans. Étudiante en sciences sociales se destine à devenir professeur.

### INÈS TESSIER MISS SAINT-MARTIN / SAINT-BARTHÉLEMY



Elle a gagné sa place pour participer à Miss France 2023, en remportant le titre de Miss Saint-Martin Saint-Barthélemy 2022. Agée de 19 ans, Inès est étudiante en cinématographie à l'université de Montréal au Canada.

### Océane Le Goff MISS NOUVELLE-CALÉDONIE

C'est la doyenne de la compétition. 26 ans.

Diplômée d'un Bachelor à l'école de gestion et de commerce de Nouméa, Océane est aujourd'hui conseillère dans le secteur bancaire.



### FABIOLA VALENTIN ET MARIANA VARELA LE PREMIER MARIAGE ENTRE REINES DE BEAUTÉ SUSCITE DE NOMBREUSES RÉACTIONS SUR LA TOILE

Fabiola Valentin et son épouse Mariana Varela  
C'est sur les réseaux sociaux que Mariana Varela, reine de beauté originaire d'Argentine et la Portoricaine, Fabiola Valentin ont annoncé leur mariage. La cérémonie a eu lieu le 28 octobre 2022 à San Juan, capitale de Porto Rico. Elles ont attendu presque une semaine avant de partager la nouvelle.

Il s'agit du premier mariage LGBTI (communauté homosexuelle, bisexuelle, transgenre ou intersexe), entre des participantes d'un concours de beauté. Mariana Varela et Fabiola Valentin se sont rencontrées en Thaïlande. C'était en 2020 alors qu'elles participaient au concours de beauté Miss Grand International (MGI).

Mariana Varela était la candidate de l'Argentine, Fabiola Valentin représentait Porto Rico.

Toutes les deux ont terminé parmi les 10 finalistes.

Mariana Varela, une mannequin connue pour son activisme dans la lutte contre la violence faite aux femmes, avait déjà représenté son pays au concours de Miss Univers en 2019.

Depuis le concours en Thaïlande, les deux femmes sont inséparables. Elles ont révélé quelques détails de leur relation amoureuse sur les réseaux sociaux.

Quand elles ont publié la confirmation de leur mariage, les commentaires n'ont pas arrêté.



# L'îlot Vins

L'Art du Vin



VINS | CHAMPAGNES | SPIRITUEUX | EPICERIE FINE



BELVEDERE



Hennessy

L'ÉPICERIE DE PROVENCE



MOËT & CHANDON

SAINT JAMES

L'ÎLOT VINS  
C. Cial Carrefour Cluny  
97233 SCHËLCHER  
Tél. 05 96 60 29 43  
cluny@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS  
Z.I. de la Jambette  
97232 LE LAMENTIN  
Tél. 05 96 50 32 29  
jambette@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS  
Zone de Manhity  
97232 LE LAMENTIN  
Tél. 05 96 51 58 81  
manhity@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS  
CC Marin Village  
97290 LE MARIN  
Tél. 05 96 68 91 51  
marin@lilotvins.com

www.ilot-vins.fr



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION - WWW.MANGERBOUGER.FR

# CONSTITUTION : Une inévitable révision pour la Martinique ?

« Révision de la Constitution : une urgence pour le développement de la Martinique ? », tel était l'intitulé d'une récente conférence-débat organisée par l'exécutif de la CTM, dans le cadre de l'actuel Congrès de nos élu.es. Des échanges qui furent verbalisés autour d'une communication liminaire de Ferdinand Mélin-Soucramanien, Professeur des Universités et agrégé de Droit public\* ; une communication qui fut précédée par un exposé de Louis Boutrin, conseiller territorial, juriste, docteur en Droit et rapporteur de la commission « Réformer le cadre institutionnel et droit à l'initiative » relative à ce Congrès. Des propos et éclairages riches en rappels et éléments de connaissance : ce qui pourrait servir dans les mois à venir... .

Evoquant les martiniquais.es au début de sa communication, Louis Boutrin fit cet opportun rappel. « Nous devons aujourd'hui faire un exercice particulièrement difficile, pour leur expliquer que notre demande de domicilier des **compétences** s'accompagne d'un transfert, à la fois de compétences mais également d'un certain nombre de **pouvoirs normatifs\*** », souligna l'intervenant, « en fait, ce que nous réclamons ce n'est ni plus ni moins que l'application d'un principe : un **principe de subsidiarité**, qui dit que l'exercice des responsabilités publiques doit, de façon générale, incomber de préférence aux autorités les plus proches du citoyen. » Puis, après avoir énuméré (à dessein) un large spectre de politiques - éducation, formation, culture, fiscalité, investissement(s), douanes, commerce, foncier, énergie(s), environnement -, Louis Boutrin d'indiquer que « tout cela se pose donc inlassablement, avec une question : celle de l'appropriation, au plus près du territoire, de ces compétences. » Et de préciser : « Nous demandons le transfert de ces compétences, mais nous voulons avoir des outils juridiques qui nous permettent de les exercer. L'articulation entre cette obli-

gation d'efficience territoriale et cette notion de subsidiarité prend alors tout son sens, et met en question le transfert du pouvoir décisionnel : du centre vers la périphérie territoriale. » Un « transfert » et mouvement, historiquement au cœur de notre relation à l'Etat français.

**« Au-delà de cette sempiternelle question des chiffres 73-74, c'est bien de développement dont il s'agit »**

A écouter Louis Boutrin, « les motifs d'insatisfaction et de contestation de nos populations » demeurant, « la proposition d'une révision de la Constitution s'impose dans ce contexte. » Et de préciser : « Une révision pour fixer un cadre constitutionnel plus lisible, à l'intérieur duquel chaque territoire, chaque Collectivité située en outremer pourrait définir les compétences, les leviers juridiques nécessaires pour poser les bases d'un développement endogène, autour d'un aménagement cohérent du territoire. Car au-delà de cette sempiternelle question des chiffres 73-74 (en référence à ces articles de la Constitution, ndr) c'est bien de développement dont il s'agit. » Puis

l'intervenant de mentionner « cette possibilité d'envisager l'adoption d'un **article unique** relatif aux outremer, en lieu et place des articles 73 et 74 (...) ». » Avant d'ajouter : « Nous devons travailler sur une **loi organique**, car c'est elle qui viendra préciser les dispositions de la Constitution. Et préciser ce que nous voulons. C'est cette loi organique qui permet à chaque territoire de préciser l'organisation administrative mais également les compétences nouvelles que nous souhaitons avoir. Et surtout, c'est cette loi organique qui va nous permettre, *in fine*, de faire en sorte que l'on puisse avoir, avec ces compétences, un certain nombre de pouvoirs normatifs. » Le chantier est donc vaste, glissa Louis Boutrin en ultime propos. Nous le croyons bien volontiers. Puis Ferdinand Mélin-Soucramanien d'entamer sa communication.

**« L'idée des signataires de l'Appel de Fort-de-France c'est de s'engouffrer dans cette révision constitutionnelle pour la Nouvelle-Calédonie »**

« Les outremer sont régis par le "Titre 12" de la Constitution », indiqua

MENUISERIES  
**Socomi**  
CUISINES

VENTELLES  
GARDE-CORPS CUISINES  
SALLE DE BAINS - AMENAGEMENTS  
INTERIEUR - DRESSINGS - PLACARDS  
MAISON CONNECTEE - PERGOLAS  
MOUSTIQUAIRES  
MEUBLES DE JARDIN

# SOCOMI POUR VOTRE MAISON

ALUMINIUM  
PVC PORTES - FENETRES  
COULISSANTS - PORTAILS  
JALOUSIES - SECURITIS  
VOLETS BATTANTS SLIDINGS  
VOLETS ROULANTS  
RIDEAUX METALLIQUES  
AUVENTS



Contactez-nous au **0596 51 11 84**  
Demandez vos devis sur [socomi@socomi.mq](mailto:socomi@socomi.mq)  
Retrouvez-nous sur [socomi-menuiseries.fr](http://socomi-menuiseries.fr)

Place d'Armes, Le Lamentin, 97232

## L'essentiel du SUV.



D 149g/km

#SeDéplacerMoinsPolluer

# Nouvelle SEAT Arona

SEAT

**SODAUTO**  
L'automobile Nouvelle Génération

\*Sous réserve de stock disponible, voir conditions en concession.

le spécialiste en préambule, « et ces territoires sont mis dans deux "cases" : l'article 73 pour 5 collectivités dont la Martinique, et l'article 74 pour 5 autres collectivités (...). » Evoquant alors la future réforme statutaire relative à la **Nouvelle-Calédonie**, le constitutionnaliste poursuit : « Dans une période d'un an et demi à deux ans et demi, il va falloir réviser la Constitution pour doter la Nouvelle-Calédonie d'un nouveau statut. Donc l'idée des signataires de ***l'Appel de Fort-de-France*** c'est, un peu comme en cyclisme (*sourire*), de prendre "l'aspiration" en quelque sorte et de s'engouffrer dans cette révision constitutionnelle qui devra avoir lieu pour la Nouvelle-Calédonie, en modifiant le cadre constitutionnel pour les autres outre-mers et en l'occurrence pour la Martinique. » Puis d'en conclure : « Donc effectivement il y a une forme d'urgence, car si ça doit se faire dans un délai d'un an et demi à deux ans et demi maximum - si le gouvernement repousse les élections provinciales (en Nouvelle-Calédonie, ndr) - hé bien il faut être prêts. » L'intitulé interrogatif de cette conférence connaissait là une première réponse.

**« Ce pouvoir d'adaptation, à l'initiative du Gouvernement ou du Parlement, demeure limité »**

« Le cadre constitutionnel actuel n'est plus adapté à ce qu'est devenue la Martinique, à ce que sont devenus les outre-mers », assura alors M. Mélin-Soucramanien, « le cadre actuel date de 1946... ». Un spécialiste qui, en outre, glissa opportunément que dans un avis rendu en octobre 2002, le Conseil d'Etat avait jugé la révision constitutionnelle de 2003 relative aux outre-mers « en grande partie illisible et incohérente ». L'intervenant d'ajouter néanmoins que ladite révision de 2003 avait « desserré l'étau » en permettant aux territoires régis par l'article 73 (dont la Martinique) d'avoir une « forme d'autonomie institutionnelle » en étant devenus, pour deux de ces territoires, des collectivités à statut unique. Puis M. Mélin-Soucramanien de partager un constat se devant d'être indiqué. Ou rappelé. « On a très souvent l'impression que le gouvernement, le Parlement - et tous les acteurs de la fabrique de la Loi ou du règlement - s'intéressent beaucoup à la Martinique ou à la Réunion : à vrai dire non. Et de moins en moins », affirma ainsi le constitution-

naliste. Avant de préciser : « Il y a eu une époque où au Conseil d'Etat il y avait 10 à 15 personnes qui s'y intéressaient (à nos péyi, ndr) également dans les cabinets, etc. Aujourd'hui c'est beaucoup moins le cas. Donc ce pouvoir d'adaptation, à l'initiative du Gouvernement ou du Parlement, demeure limité. »

**« La "carrosserie" existe, mais le "moteur" reste pratiquement le même... »**

« Ensuite a été introduit un pouvoir d'adaptation ou même de création normative, à l'initiative cette fois des collectivités territoriales de l'article 73 », poursuit le constitutionnaliste, « mais il n'y a que deux territoires qui l'ont expérimenté : la Guadeloupe, qui a réussi à avoir 5 habilitations, et la Martinique avec 3 habilitations, qui ont nécessité une ingénierie très lourde, des délais extrêmement longs, etc. » Et l'intervenant d'être de nouveau très clair. « On peut se dire qu'il y a quand même un pouvoir qui a été transféré directement à ces collectivités territoriales, qui peuvent demander l'adaptation normative ou réglementaire, voire créer des normes *ab initio* (dès le début, ndr) », rappela-t-il, « mais concrètement et en termes d'efficacité des politiques publiques, ce n'est pas suffisant. (...) La "carrosserie" existe (le spécialiste parle là de la CTM, ndr), les institutions ont été transformées - difficilement - mais le "moteur" reste pratiquement le même. Depuis la révision de 2003 et la reconnaissance de ce pouvoir d'adaptation et de création normative locale, le bilan est maigre. Ce n'est vraiment pas de votre faute (dit-il s'adressant aux élu.e.s de la CTM, ndr), c'est parce que le cadre constitutionnel est celui-là. Et ce dont il s'agit aujourd'hui c'est justement de "gonfler" un peu le moteur de ce véhicule de l'action publique (...) parce que la population attend une forme d'efficacité dans cette



Catherine Conconne, Ferdinand Mélin-Soucramanien, Lucien Saliber et Louis Boutrin



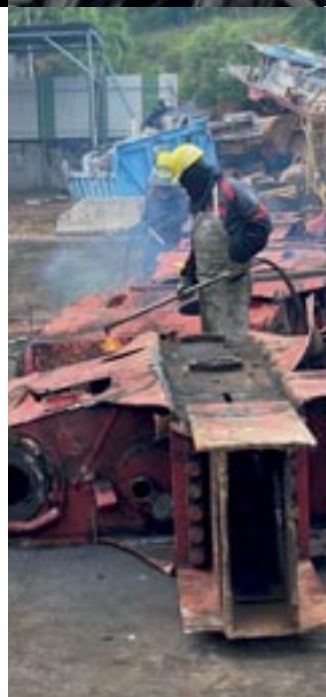
➤ Evacuez vos déchets  
métalliques, VHU,  
Bateau (via l'APER\*)

**FAITES CONFIANCE  
À DES PROS !**



**METAL DOM**  
collecte et traite  
vos déchets métalliques  
ferreux et non-ferreux.

\*APER : éco-organisme officiel en charge de la filière française de déconstruction des bateaux de plaisance et de sport. L'APER prend en charge les coûts et les démarches administratives liés à la déconstruction, grâce aux financements assurés par l'éco-contribution payée par les metteurs sur le marché et par une quote-part du Droit Annuel de Francisation et Navigation (DAFN) reversée par l'Etat.



Directeur de METAL DOM : M. Olivier FLAVIEN - 0696 26 41 37

Chargé d'Affaires : M. Eric VOBA - 0696 27 14 08

Responsable de Production / Collecte métaux non-ferreux : M. Frédéric Léon RESOUF - 0696 29 90 97

Responsable QHSE / Renseignements déconstruction BPHU : Mme. Elsa MELINA - 0696 24 22 41

ZIP Pointe des Grives  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél. : **0596 60 44 04**  
metaldom@groupeeseen.com  
www.groupeeseen.com



action. » Suite à ces propos l'interrogation est donc inévitable : comment mieux faire ?

**« On peut imaginer une loi organique, c'est-à-dire une attribution de compétences »**

« Il y a un choix en quelque sorte **maximaliste** », débuta M. Mélin-Soucramanien, « choix qui voudrait que si l'on part de l'hypothèse qu'on ne remet pas en cause le lien avec la République française (...) ce qui est important c'est que les compétences régaliennes de l'Etat soient préservées (ce qui est déjà prévu dans la révision de 2003 au quatrième alinéa de l'article 73, précisa le conférencier, ndr). » Et de poursuivre : « Hé bien on reprendrait cette disposition en disant que "ça ce sont les compétences régaliennes de l'Etat, que là c'est une compétence de principe, où éventuellement l'Etat peut, ici ou là, déléguer sa compétence au cas par cas à une collectivité, mais qu'a priori c'est un domaine réservé". Et pour le reste on peut en effet imaginer une loi organique, c'est-à-dire une attribution de compétences. (...) On peut "tout" imaginer ; on peut imaginer un transfert progressif et expérimental de compétences, c'est-à-dire qu'on vous transfère une partie de la compétence et on voit si ça fonctionne : si ça fonctionne on continue et on va plus loin ; si ça ne fonctionne pas on revient en arrière. Mais l'idée est

qu'au final - et si ça fonctionne - la compétence soit réellement exercée localement, avec un pouvoir d'initiative reconnu aux élus locaux, aux élu.e.s de la CTM. » Puis le spécialiste de préciser : « C'est un modèle possible, mais qui ne peut résulter que d'une négociation, d'une discussion avec l'Etat et le Gouvernement. Et qui suppose un maintien voire un renforcement des **contrôles**, pas uniquement de constitutionnalité mais aussi de légalité et financiers. Car sur un petit territoire insulaire où les personnes sont en proximité - familiale, amicale, etc. - les risques de conflit d'intérêt(s) sont réels. Et de la proximité d'intérêt(s) au conflit d'intérêt(s), il n'y a qu'un pas. » Pawòl-la di... M. Mélin-Soucramanien fit alors état d'une deuxième « solution » (« **minimaliste** », glissa-t-il) : « celle de garder le cadre constitutionnel existant et de "jouer" simplement sur la capacité d'adaptation et de création normative locale en l'ouvrant davantage (...) ; il faudrait jouer sur les conditions de l'habilitation, du vote par le Parlement (...) pour redonner plus d'initiative(s) locale(s). » Puis le spécialiste d'avoir un propos qui ne manquera pas de troubler (c'est un euphémisme) nombre d'observateurs de nos réalités institutionnelles et statutaires.

**« Un bon modèle c'est le modèle portugais »**

« Cette réforme de la Constitution doit concerner tous les outremers, et effacer la distinction devenue complètement **artificielle** - distinction sur laquelle on s'est beaucoup battus en Martinique - entre les articles 73 et 74 », assura-t-il en effet. Avant de faire écho au propos de Louis Boutrin. « Je plaide plutôt pour une **clause outremer unique** », indiqua l'intervenant, « comme dans un certain nombre de pays y compris européens. » Et de poursuivre par l'exemple : « Un bon modèle c'est le

modèle portugais. Dans la Constitution portugaise il y a une disposition assez simple, qui dit en gros qu'il y a des îles - **les Açores et Madère** - dans lesquelles il existe des identités fortes (...) liées à des aspirations autonomistes immémoriales (*sourire*). Pour cette raison ces îles ont une compétence à la fois d'auto-organisation - elles peuvent se doter des institutions qu'elles souhaitent - et un certain nombre de compétences qui ne sont pas régaliennes. C'est un modèle assez souple, qui fonctionne très bien. » A suivre ?

**« Vous aurez compris que de mon point de vue il y a urgence »**, affirma le constitutionnaliste, répondant ainsi à l'intitulé de la conférence puis arguant d'un « assez bon alignement des planètes » et du caractère « tout à fait ouvert à la discussion » d'Emmanuel Macron sur ces questions. « Il y a une urgence pour le développement », précisa M. Mélin-Soucramanien, qui, dans un ultime propos (de sa communication liminaire) cita le grand écrivain français Georges Bernanos par ces mots : « La réforme des institutions vient toujours trop tard lorsque le cœur des peuples est brisé. » Combien de nos cœurs le sont-ils déjà isiya ?

**Mike Irasque**

\*D'origine réunionnaise, M. Mélin-Soucramanien est aussi l'actuel président du conseil d'administration de l'Institut National du Service Public (ex-ENA). \*Le pouvoir normatif est celui d'édicter des normes, des règles de Droit, ou des décisions qui créent des droits ou des obligations pour ceux à qui elles sont destinées.

# FONDATION CLÉMENT

PALETTE PALIMPSESTE

EXPOSITION

| 16 DÉC. 2022

| 14 FÉV. 2023



[www.fondation-clement.org](http://www.fondation-clement.org)

ACCÈS GRATUIT  
Ouvert tous les jours  
de 9h à 18h30



Habitation Clément  
97240 Le François  
Martinique

Palette en écriin, technique mixte, 2014/@Adagp, Paris 2022  
Conception graphique : Yvana'Arts/Photographie : Roland Michaud

# GÉNÉRAL WILLIAM VAQUETTE, Commandant de la Gendarmerie :

**Si la présence des gendarmes nous est certes familière dans nos quotidiens respectifs, que savons-nous précisément de leurs rôle et missions ? C'est à cette interrogation centrale que répond dans ces lignes le Général William Vaquette, le commandant (depuis un an et des poussières) de la Gendarmerie de Martinique. Un entretien également frappé du sceau - comment pourrait-il en être autrement ? - de ces réalités particulièrement anxiogènes de circulation d'armes à feu. Et d'un nombre d'homicides qui ne cesse d'alarmer sous nos cieux... . Objectifs, "feuille de route" et priorités d'un dirigeant par ailleurs féru d'Histoire et « dépositaire de la mémoire de la Gendarmerie ».**

**ANTILLA : Comment pourriez-vous présenter ce qu'est la Gendarmerie ?**

**Général William VAQUETTE :** Tout d'abord la gendarmerie est une force militaire : c'est en tant que militaires que nous faisons notre métier. Il n'y a pas dans les forces armées de syndicat(s), comme dans la magistrature ou la police nationale : cette interdiction constitutionnalisée vise à garantir la neutralité des armées et à tenir les militaires en dehors des luttes politiques et sociales. Les gendarmes sont des militaires, et à ce titre sont soumis à la loi portant statut général des militaires. Ce statut exige en toutes circonstances esprit de sacrifice, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. C'est pour cette raison que la loi interdit l'existence de groupements professionnels militaires à caractère syndical, ainsi que l'adhésion des militaires en activité de service à de tels groupements. En contrepartie, le Code de la Défense fait expressément obligation au chef, donc à la hiérarchie de la Gendarmerie, de veiller aux intérêts de ses subordonnés sans que ces derniers aient à les défendre par une action revendicatrice.

Ainsi, comme tous les agents publics les militaires de la gendarmerie sont privés de droits et de libertés, et ont plus de devoirs et sujétions au nom de l'intérêt général qui l'emporte sur l'intérêt individuel. Quand

plus rien ne fonctionne, la structure militaire doit fonctionner.

Tout est donc tourné vers l'intérêt supérieur de l'Etat ; ce qui se traduit dans le statut général militaire qui nous à oblige à donner notre vie pour la patrie.

**Qu'implique ce statut militaire dans le quotidien des gendarmes ?**

Un gendarme est déterminé par son temps de récupération et non par son temps de travail, car il est disponible tout le temps et en tout lieu. Concrètement cela veut dire que nous habitons sur notre lieu de travail et que nous travaillons sur notre lieu de vie : nous sommes donc casernés, de façon à apporter une réponse et capacité de montée en puissance immédiates. Voilà la singularité du modèle militaire par rapport aux autres forces de sécurité : quand le téléphone sonne ça réveille aussi la famille, et quand des casernes sont parfois attaquées ce sont aussi les logements des familles qui sont attaqués. C'est donc un engagement personnel et familial qui va au-delà de l'engagement professionnel : nous faisons quelque chose de plus grand que nous. Les Gens d'armes ont plus de huit siècles d'Histoire, ce qui est une singularité dans le monde sécuritaire contemporain. C'est donc en militaires que nous remplissons nos

missions de sécurité, c'est à dire sans syndicat, sans droit de retrait en cas de danger ou sans cogestion mixte paritaire.

« EN MARTINIQUE LES FORCES DE SÉCURITÉ SUBISSENT CINQ FOIS PLUS DE VIOLENCES QU'EN FRANCE HEXAGONALE »


**Combien de forces la Gendarmerie compte-t-elle en Martinique ?**  
Nous sommes 600, y compris

les personnels civils et de soutien. Nous avons précisément 400 gendarmes territoriaux répartis dans 21 brigades, pour nous occuper de 1000 km<sup>2</sup> et 260.000 habitants - soit 70% de la population martiniquaise et 92 % du territoire - c'est-à-dire les superficies et populations des 32 territoires communaux sur 34 couverts par la Gendarmerie.

**On entend fréquemment les autorités étatiques souligner que les crimes et délits sont plus violents en Martinique que dans l'Hexagone : confirmez-vous ces affirmations ?**

Quand on regarde le nombre de crimes et délits rapporté à la population de Martinique, ce nombre nous place dans les 30 départements les plus criminogènes de France. Mais au-delà du constat arithmétique il faut considérer l'indice de gravité de l'infraction, et en Martinique tous les crimes et délits sont assortis de violences et d'usage d'armes.





« AU QUOTIDIEN LES GENS ME  
DISENT QUE LA MARTINIQUE CE  
N'EST PAS CETTE VIOLENCE... »

Il y a donc beaucoup plus de victimes graves, par conséquent des procédures plus lourdes, il faut beaucoup plus d'actes d'investigation, etc. Et quand on considère le nombre de tentatives d'homicides et de vols à main armée rapporté à la population martiniquaise, nous sommes le deuxième département le plus criminogène de France après la Guyane. Ici toutes les infractions sont assorties de circonstances aggravantes, à savoir des violences et l'usage d'armes. La violence est partout : la violence routière, intrafamiliale, criminelle et contre les forces de sécurité.

## **Hormis les homicides et vols à main armée, quels sont par exemple(s) les types d'infractions et de crimes commis en Martinique ?**

La violence est aussi routière. Il y en a énormément, avec des personnes inconscientes qui roulent sans casques, font des slaloms voire des "rodéos" etc., mais c'est aussi le cas dans plusieurs pays de la Caraïbe. En plus, les délinquants routiers viennent au "contact" avec les forces de sécurité à chaque contrôle. Je tiens à souligner que la Gendarmerie doit

rendre les mêmes services partout où elle se trouve. Ainsi elle rend en Martinique le même service qu'en métropole ; nous avons exactement la même organisation et les mêmes unités : des unités de sécurité routière, d'investigation, des brigades territoriales qui ici sont au nombre de 21, également 3 pelotons d'intervention, 35 militaires du GIGN - ce qui est énorme - avec des capacités de surveillance et d'observation, une brigade nautique, une section aérienne et un groupe d'investigation cynophile. Ceci sans oublier le renfort permanent de 74 militaires de la gendarmerie mobile, qui travaillent six jours sur sept pour assurer

## **« QUAND LA MAISON "BRÛLE", IL FAUT AVOIR DES EXTINCTEURS ! »**

leur mission sur l'ensemble de la Martinique. Ici nous avons une moyenne de 150 mises en cause par semaine, avec interpellations et gardes à vue ; nous saisissons une arme un jour sur deux, et de la drogue tous les jours.

### **Pour quels types de délits ?**

Beaucoup de violences, routières et criminelles. Et nous avons des voisins "compliqués" : Sainte-Lucie, le Venezuela et la Colombie, premier producteur mondial de cocaïne. C'est pour cela que lors de sa récente venue en Martinique, monsieur le ministre de l'Intérieur a annoncé la création de 3 nouvelles brigades de gendarmerie et le renfort de 30 gendarmes ; également le renfort de l'OFAST (Office Anti-Stupéfiants) dont 4 gendarmes car c'est une unité interservices. Il y a aussi de la violence contre les forces de sécurité : chaque semaine un gendarme est blessé par un malfaiteur en Martinique. L'an dernier il y a eu 250 agressions physiques et verbales contre des gendarmes, faisant 35 blessé.e.s graves, et depuis le début de cette

année 80 gendarmes ont été violenté.e.s, outragé.e.s et blessé.e.s. En Martinique les forces de sécurité subissent 5 fois plus de violences qu'en France hexagonale. La société dans laquelle nous vivons génère beaucoup de violence(s), tout comme notre environnement car nous sommes géographiquement une île d'Amérique centrale. L'île est volcanique et les comportements sont éruptifs dans un "magma social" en état de précarité économique et déclin démographique. Dans l'environnement dans lequel nous vivons, le mode de régulation d'un conflit c'est la violence : la Martinique subit donc les mêmes maux que ses voisins.

## **Mais les faits de violence(s) dont vous parlez existent aussi dans l'Hexagone, non ?**

Oui mais comme ici tout est "concentré" sur un petit territoire de 1100 km<sup>2</sup>, ça se voit davantage. Ce qui est bien est toujours mieux, mais ce qui est mal est souvent pire. Il y a un autre fléau en Martinique : les violences intrafamiliales et sexuelles, qui correspondent à un appel téléphonique sur deux vers la gendarmerie. C'est la raison pour laquelle nous venons de créer trois "Maison de protection des familles" au plus près de la population, et que nous avons formé un réseau de spécialistes de lutte contre ces violences intrafamiliales.

## **Que vous « inspirent » ces renforts de gendarmerie relatifs à la Martinique ?**

Nous allons changer de méthode. En effet ce n'est pas moi qui dirai aux élu.e.s où je vais implanter ces nouvelles brigades, mais avec le Préfet de la Martinique nous réunirons les maires et je leur présenterai, commune par commune, le diagnostic de sécurité ; je leur expliquerai quelles sont les forces en présence dont je dispose, ce que nous pouvons faire, et je leur demanderai où ils souhaitent voir ces brigades et ce qu'ils souhaitent les voir faire. Des brigades territoriales fixées sur un territoire ou des brigades mobiles ?





des individus cachés avec des armes et de la drogue ? Ne faut-il pas aussi des groupes cynophiles dans les communes ? Affecter des enquêteurs spécialisés par rapport à la délinquance particulière d'une commune ? Ces questions seront discutées avec les élu.e.s.

**L'utilisation de drones pour de la surveillance, sera-t-elle l'une de ces questions ?**

**« LES RÉCENTES ANNONCES DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE LA CTM, AVEC UN CONTRAT TERRITORIAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION, SONT SANS PRÉCÉDENT »**

Quelles missions leur donner ? Faut-il recréer des brigades équestres afin de pouvoir appréhender, dans les mornes,

Nous avons des drones mais ne pouvons les utiliser car la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) nous interdit actuellement de les mettre en œuvre en sécurité publique : il est estimé que c'est attentatoire aux libertés individuelles. La jurisprudence pénale apporte beaucoup d'éléments de protection des droits individuels des personnes présumées d'avoir commis des crimes - ce qui est normal dans un Etat de droit où la liberté est la règle et la restriction l'exception -, mais nous avons de plus en plus besoin d'outils juridiques adaptés à l'environnement dégradé et criminogène de la Martinique. Et c'est ce qui a été fait. Lors du "Beauvau de la Sécurité" le Garde des Sceaux a donné des directives nationales via une circulaire, donc des directives évidemment applicables en Martinique, afin de déferer systématiquement les gens qui agressent des policiers et des gendarmes. Car si la personne qui a agressé ou blessé est convoqué dans six mois par la Justice, et reste donc libre entretemps, on laisse s'installer un sentiment public d'impunité. A titre d'exemples, le Législateur a voté des lois nous permettant de procéder à des contrôles d'identité dans la "bande" des 1 kilomètre sur le littoral, et nous permettant de verbaliser, en cas de "rodéo urbain", sans caractériser l'infraction routière. Mais nous avons besoin d'autres outils juridiques, notamment cette possibilité de drones pour surveiller le littoral. Cela est toutefois compliqué et un casse-tête juridique pour le Législateur, car *lui* faut trouver un équilibre entre libertés individuelles et sécurité pour qu'on puisse continuer à vivre dans un Etat de droit. Mais quand la maison "brûle", il faut avoir des extincteurs !

## LES BONNES RÉPONSES



## FONT LES BONS DÉPARTS

PROFITEZ DE L'ACCOMPAGNEMENT DE NOS CHARGÉS D'AFFAIRES ENTREPRISES AU SERVICE DE VOTRE DÉVELOPPEMENT.

VOTRE BANQUE EN TOUTE AUTONOMIE



Allô Conseil  
0 800 802 803  
Service et appel gratuits

AVOIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



**« 95% DE LA POPULATION EST VICTIME D'UNE MINORITÉ DE DÉLINQUANTS ET DE CRIMINELS »**

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit Siège social : Rue Cassa Tégre - Place d'Armes 97212 LAMUNTRE 973 876 003 Fort de France. Société de courtage d'assurance immobilière au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le N° 87 624 146. Téléphone : 05 96 66 14 29

## La maison « brûle » à cause d'une criminalité de plus en plus violente ?

Absolument, et avec beaucoup de drogues et d'armes donc il faut que nos outils juridiques nous permettent, dans le respect de l'Etat de droit, de répondre à l'appel de sécurité, pour ne pas dire l'appel au secours des martiniquais. Ici beaucoup de personnes sont multirécidivistes : des gens continuent de rouler sans permis ou sans assurance, des auteurs d'homicides sont souvent des anciens détenus, etc. En Martinique 60 à 70% des crimes et délits sont certes résolus - parce que les gens laissent des traces et que presque tout le monde se connaît -, mais le taux de récidive est quasiment équivalent voire supérieur. Les récentes annonces du ministre de l'Intérieur et du président du conseil exécutif de la CTM, avec un contrat territorial de sécurité et de prévention, sont sans précédent\* ; ce qui montre la prise de conscience que nous avons besoin de moyens, de continuum de sécurité, d'interopérabilité et de montée en compétences avec des outils technologiques de pointe. Mais tout cela doit être complété par des outils juridiques, afin de protéger ceux qui protègent la population. Ce sentiment d'impunité dont je parlais crée aussi un sentiment de peur dans la population, car beaucoup de gens s'arment, de façon légale ou illégale, pour se protéger. Il y a beaucoup d'armes en Martinique, non pas parce que tous les gens qui en possèdent sont des criminels mais parce qu'une grande partie de la population a peur.



« **JE RENCONTRE DES GENS FORMIDABLES AU QUOTIDIEN : LES MARTINIQUAIS SONT ACCUEILLANTS, HOSPITALIERS, ILS ONT SUR LE CŒUR SUR LA MAIN ET SONT DÉSOULÉS DE SUBIR DEPUIS 10 ANS CETTE CRIMINALITÉ ET CETTE VIOLENCE** »

## En tant que commandant, par quelle autorité votre "feuille de route" est-elle établie ?

Il y a quelques semaines monsieur le ministre de l'Intérieur a réuni tous les commandants de gendarmerie et de police, nous disant qu'il voulait de la présence sur la voie publique. Vous savez, 95% de la population est victime d'une minorité de délinquants et de criminels, donc elle doit voir les gendarmes là où elle vit : cette population a besoin d'être rassurée et protégée. En Martinique notre taux de présence sur la voie publique est de près de 40 %, donc un gendarme passe quasiment la moitié de son temps sur le terrain à rassurer la population et dissuader les criminels, par sa présence, de passer à l'action. Cet objectif gouvernemental est donc ma priorité n°1 : ce taux de présence sur la voie publique. Il faut s'arrêter, discuter avec la population, voir les maires, ouvrir au public quand la population peut venir et non l'inverse, etc. Et il faut alléger les tâches judiciaires et administratives des gendarmes, afin qu'ils passent un maximum de temps sur le terrain. Plus ils seront sur le terrain, moins nous aurons d'activités judiciaires. Or la réalité actuelle c'est l'inverse.

## C'est-à-dire plus précisément ?

Nous "courrons" après les crimes et délits, du coup 40% de nos effectifs sont sur la voie publique et 60% sont au bureau à faire des procédures judiciaires. J'ai reçu des directives visant à alléger le temps judiciaire des procédures inutiles, pour

augmenter le temps administratif nécessaire de présence sur la voie publique. Si nous y sommes présents, en principe cela fait baisser la délinquance de voie publique. Mon objectif est de répondre aux besoins de la population, et pour la première fois dans l'histoire de la relation de la Gendarmerie avec la Martinique je demanderai aux élu.e.s ce qu'ils et elles attendent de ces nouvelles brigades. Par contre, avec seulement 600 gendarmes je n'ai pas les moyens d'ouvrir 21 brigades 24 heures sur 24. Avec ce renfort de gendarmes et avec des réservistes, je souhaite rouvrir des brigades avec des horaires d'accueil au plus près de la population. Et pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer ou qui sont en "fracture numérique", il y a le dispositif "NEO 2" grâce auquel un gendarme peut, avec son téléphone, faire tout ce qu'il y a à faire chez la personne sans avoir besoin de revenir à la brigade et de tout retranscrire sur ordinateur. C'est donc la gendarmerie qui vient à la population. Je veux retisser du lien avec la population et qu'elle me dise quand et où elle souhaite voir des gendarmes. D'ailleurs je ferai un sondage sur la qualité du service rendu par les gendarmes ; ce sera une première et il faut le faire. Je dis quotidiennement à mes équipes de faire simple, utile et humain, en lien avec la population. Nous avons ce devoir de donner le même niveau de sécurité qu'en France hexagonale, mais c'est plus difficile ici car il y a 5 fois plus de violences et un déferlement d'armes et de drogue(s). Mais vous pouvez compter sur l'engagement de tous, en militaires.

« **LE PRINCIPAL PROBLÈME DE LA MARTINIQUE SUR CES SUJETS-LÀ C'EST D'ÊTRE GÉOGRAPHIQUEMENT SITUÉE EN AMÉRIQUE CENTRALE** »

### **Mais aurez-vous le temps de concrétiser ces objectifs pendant la durée de vos fonctions en Martinique ?**

En tout cas je fais tout ce que je peux faire : comme le colibri je fais ma part. Vous savez, je rencontre des gens formidables au quotidien : les martiniquais sont accueillants, hospitaliers, ils ont sur le cœur sur la main et sont désolés de subir depuis 10 ans cette criminalité et cette violence. Au quotidien les gens me disent que la Martinique ce n'est pas cette violence, et ils me demandent de les aider. C'est quasiment un appel à l'aide de la population, car les gens se disent qu'autant d'homicides ce n'est pas possible... Il faut donc casser cette dynamique.

### **Concernant ces problématiques de circulation d'armes à feu et de drogues, Gérald Darmanin et Serge Letchimy sont censés se rendre prochainement, et ensemble, à Sainte-Lucie : qu'attendez-vous de cette visite commune ?**

Je prendrai une image du quotidien : il y a une fuite d'eau dans la cuisine donc nous passons notre temps à éponger, mais le robinet n'a pas été fermé. Et le "robinet" n'est pas en Martinique mais à Sainte-Lucie, à la Dominique, en Colombie, au Venezuela, avec énormément d'armes en provenance de ce pays, et aux USA avec son marché d'utilisation libre des armes. Donc le principal problème de la Martinique sur ces sujets-là c'est d'être géographiquement située en Amérique centrale, avec des voisins extrêmement pourvoyeurs de criminalité. Les premières armes à feu saisies en Martinique sont des *GLOCK*, de fabrication américaine ; nous saisissons aussi énormément d'armes de fabrication russe, venant du Venezuela, et énormément d'armes de type *TAURUS* venant du Brésil. Il faut aussi essayer de régler ce problème de violences intrafamiliales. C'est pourquoi, je le disais, nous avons récemment inauguré avec le monsieur le ministre de l'Intérieur une "Maison de protection des familles" à Fort-

de-France, ainsi que deux annexes à Trinité et au Marin. Une *Maison* qui n'aurait jamais vu le jour sans la *Collectivité Territoriale de Martinique* et M. Serge Letchimy, président du Conseil exécutif de la CTM.

### **De quoi s'agit-il dans les grandes lignes ?**

D'abord ce n'est pas qu'une "salle d'audition Mélanie" mais un concept global, une maison avec des enquêteurs spécialisés dans les violences familiales envers les mineur.e.s et les majeur.e.s, notamment les violences sexuelles, et avec trois assistantes sociales, deux d'entre elles relevant de la CTM et la troisième d'une association. Nous intervenons donc pour prévenir, protéger et enquêter, et ces assistantes sociales essaient de "réparer". L'idée du Président de la République c'est d'aller vers, donc je mets en œuvre ses directives. Ma "feuille de route" décline celle du Gouvernement ; une "feuille de route" que j'adapte au territoire martiniquais, à son histoire et sa culture créole, qu'il faut sentir pour comprendre et surtout respecter. L'humilité et l'écoute sont indispensables, mais il faut aussi faire preuve de la plus grande fermeté contre les criminels, sans jamais renoncer à lutter contre l'impunité, la provocation, l'instrumentalisation et l'intimidation.

### **Pour conclure, qu'en est-il de ce projet mémoriel porté par la Gendarmerie de Martinique ?**

Quand je suis arrivé l'an dernier j'ai bien sûr visité les brigades, dont celle de Saint-Pierre, et là j'ai vu une plaque avec les noms des 15 gendarmes morts dans l'éruption volcanique du 08 mai 1902. Et j'ai fait alors des recherches sur le rôle et les missions de ces gendarmes. A l'époque les gens du Prêcher et de Morne-Rouge s'étaient réfugié.e.s à Saint-Pierre, pensant y être en sécurité. Il y avait déjà des morts, c'était la panique totale, et ces gendarmes essayaient notamment d'empêcher les pillages. Ceci sans oublier les gendarmes de Morne-Rouge, qui avaient survécu et

secouru les premières victimes de mai 1902 mais qui ont été finalement emportés par l'éruption du mois d'août. Suite à cette éruption, Saint-Pierre a aussi été rayée, administrativement cette fois, de la liste des communes françaises, jusqu'en 1923. Donc l'an prochain le maire de Saint-Pierre, M. Christian Rapha, célébrera le centenaire de la "résurrection administrative" de la ville. A cette occasion j'ai pour ambition de baptiser la caserne de gendarmerie du nom du lieutenant Maire, qui commandait cette brigade, et du nom du brigadier Mellot, qui commandait la brigade de Morne-Rouge et qui est mort, comme je le disais, après avoir sauvé des gens et enquêté durant trois mois. Enfin nous voulons organiser un prêt - par le *Musée de la Gendarmerie*, à Melun, au *Musée Frank A. Perret* de Saint-Pierre -, un prêt de documents et d'armes, déformées par la chaleur des éruptions et qui ont appartenu à ces gendarmes. Pour cet événement je ferai une conférence sur le rôle de la Gendarmerie en 1902 et sur les actions de ces gendarmes de Saint-Pierre et de Morne-Rouge, victimes du devoir. L'idée est de réaliser une action mémorielle, car une nation qui n'honore pas ses anciens n'a pas d'avenir. Ces hommes sont morts et le temps est venu de passer de la Mémoire à l'Histoire : à nous le souvenir, à eux l'immortalité. Comme officier général des armées je suis en effet récipiendaire, dépositaire et garant de la mémoire militaire de la Gendarmerie car elle est une force militaire multiséculaire, avec ses traditions et réalités statutaires. La Gendarmerie et ses plus de 800 ans d'Histoire est un bloc de granit de la France, de la République et de la construction de la nation.

### **Propos recueillis par Mike Irasque**

\* *L'arrivée en fonctions du Préfet François Lalanne en Martinique, a été annoncée après la présente interview. (MI)*

# ROCKET

Since 1952

SE ROCKET NOU LE !

OFFRE  
SPECIALE !



REPRISE DE VOTRE BATTERIE USAGÉE

DUCOS  
ZI de Champigny  
0596 56 00 31

LE FRANÇOIS  
Z.I de Trianon  
0596 56 40 04

SAINTE-MARIE  
Quartier Union  
0596 54 85 15

LE MARIN  
Z.A Artimer  
0596 74 93 59



TÉLÉCHARGEZ  
L'APPLICATION  
MON E.LECLERC,  
VOTRE ASSISTANT  
PERSONNEL DE COURSES.

- Votre carte E.Leclerc dématérialisée
- Tous vos bons de réduction
- Tous vos catalogues
- Votre liste de courses à partager



APPLICATION MON E.LECLERC

Votre assistant personnel de courses.





QUALITÉ  
TOURISME



## ■ QUALITÉ TOURISME EN MARTINIQUE

### «**Toujours viser l'excellence durable**»



Portée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCI), la marque « Qualité Tourisme » a récemment été décernée à dix entreprises touristiques. Allons à la découverte de cette marque avec Philippe Jock, le président de la CCI Martinique; Célia Huot-Marchand, chargée de mission « Fonds Social Européen » à la DEETS\* ; et Rodrigue Vallié, conseiller « animation et valorisation du territoire » et chef de projet de la démarche « Qualité Tourisme » à la CCI.

« **Tous les récipiendaires sont fiers et heureux d'avoir été jusqu'au bout** »

**Antilla : Pourquoi avoir organisé cette caravane de la marque « Qualité Tourisme » ?**

**Philippe Jock :** C'était l'occasion pour nous de remettre une plaque, symbolisant leur réussite, aux dix entreprises marquées cette année. Nous avons souhaité pour l'occasion aller à la rencontre de leurs dirigeants et de leurs équipes, tout en associant les autorités locales et les partenaires de la marque Qualité Tourisme comme l'Etat et le Comité Martiniquais du Tourisme par exemple.

#### **Combien d'entreprises bénéficient aujourd'hui de cette marque en Martinique ?**

Cette marque nationale, est portée par la CCI Martinique depuis 2006. Nous l'avons relancé en 2017 et comptons aujourd'hui 50 entreprises marquées "Qualité Tourisme" et 76 entreprises inscrites dans la démarche. Notre objectif dans les 3 ans à venir, est d'avoir 250 entreprises marquées, pour pouvoir dire que la Martinique est un territoire de qualité et affirmer que la qualité est au cœur des préoccupations de nos chefs d'entreprises, singulièrement ceux du secteur touristique.

#### **Les critères d'évaluation pour l'attribution de cette marque sont-ils plus exigeants que par le passé ?**

Oui, il y a un volet "développement durable" qui nous tient beaucoup à cœur, avec des exigences sur la gestion de l'eau, des déchets etc. Il y a aussi un volet sur le numérique et la communication digitale qui prend de plus en plus d'ampleur car il correspond à une attente des clients. Sur la Caravane, l'un des établissements - La Suite Villa, le seul hôtel 5 étoiles de Martinique - nous

disait que le cahier des charges de cette marque était plus difficile à remplir que celui d'Atout France pour un établissement 5 étoiles et qu'il était donc très fier d'avoir réussi (sourire).

#### **Y-a-t-il un impact positif - avéré en termes d'attractivité et de chiffre d'affaires - pour les chefs d'entreprise qui obtiennent cette marque ?**

Ceux et celles qui l'ont déjà obtenue, reconnaissent que la marque est un bel exercice de cohésion d'équipe. La plupart de ces chef.fe.s d'entreprise indique qu'il y a eu des retombées en termes de communication et de chiffre d'affaires. C'est d'ailleurs le retour que nous avons eu durant ces deux jours où nous avons sillonné la Martinique : tous les récipiendaires sont fiers et heureux d'avoir été jusqu'au bout, et d'avoir entraîné leurs équipes dans cette belle aventure.

#### **En cette fin d'année quel message aimeriez-vous adresser aux commerçants, et quel est votre souhait majeur pour 2023 ?**

Cette année a été difficile. J'espère donc que nous retrouverons un peu de sérénité en 2023, et que les crises internationales auront moins de répercussions. Je dis aux chef.fe.s d'entreprise de tenir bon. Les équipes et les élu.e.s de la CCI sont à leurs côtés dans les difficultés qu'ils peuvent rencontrer et le développement économique et social de la Martinique est au cœur de nos préoccupations. ■

*Propos recueillis par Philippe Pied*

# Qualité Tourisme 2022

## LES LABELLISÉS...

**3 Dominique Lisée, Hôtel Diamant les Bains**, petit hôtel de charme Quatre Etoiles, en plein bourg du Diamant, proche de toutes les commodités avec un accès direct à la plage...

« La marque Qualité Tourisme nous permet de nous distinguer des autres produits sur notre segment, elle aide notre développement dans la mesure où elle est associée aux distributeurs et cela sensibilise la clientèle »

**2 Patrick Fournet, la Suite Villa, hôtel** Cinq Etoiles, aux Trois Ilets, avec service de restauration gastronomique

« C'est la seule marque d'État attribuée aux professionnels du tourisme, c'est une garantie de qualité. Cette marque vient valider tous les process de qualité mis en place en interne et cela fédère bien nos équipes. »

**4 Angeline Lejumel, Pierre et Vacances à Sainte Luce**, hôtel, studios et appartements de tourisme, avec service de restauration et animations.

« Notre groupe est très impliqué dans les labellisations qualité et Eco label, et dans la satisfaction de la clientèle. Cette marque donne confiance aux clients non seulement dans notre établissement mais aussi dans l'accueil en Martinique, c'est un gage de qualité en matière d'hébergement, de restauration, d'accueil et de service aux clients. »

**5 Sandrine Billaud, le Village Créole aux Trois Ilets**, résidence hôtelière de proximité au centre des activités de la Pointe du Bout.

« La démarche était un challenge à porter pour voir où on se situait au niveau de la qualité. C'est une reconnaissance des institutions pour l'établissement et pour l'équipe, on se dit qu'on fait du bon travail. C'est aussi un outil de communication supplémentaire. »

**7 Fabrice Jay, Alpha Plongée aux Anses d'Arlet**, centre de plongée sous-marine qui propose baptêmes, formations et explorations

« Nous nous sommes pris au jeu de cette démarche et cela nous a beaucoup aidé à progresser. La CCIM nous a très bien accompagné dans notre évolution, nos démarches administratives pendant le covid. Cela nous a touché d'obtenir cette marque, on en est fier ! »

**1 Brigitte Gaston, Jet 7 au Marin**, centre de sports de glisse, 7 activités, 7/7 jours, depuis 7 ans, au Marin et au Club Med

« Nous avons été très bien accompagnés dans la démarche, par la CCIM, qui nous a donné des axes de perfectionnement pour parvenir à un dépassement de nous-mêmes à tous les niveaux. Nous sommes allés au-delà de ce que nous pensions pouvoir faire ! »

**6 Séverine Boulard, Lion's Parc**, Parc de loisirs familial au Vauclin, accrobranche, escalade, tir à l'arc, quad, BMX

« Nous nous sommes engagés dans la démarche pour avoir plus de visibilité au niveau de la clientèle touristique et à l'international. Nous étions déjà bien dans les critères du cahier des charges. Cela nous donne aussi plus de visibilité auprès des instances publiques, mais cela nous a demandé beaucoup de temps administratif. »

**8 Leslie Ferraty, Beyond the Beach**, visites guidées privatives de l'île en mini bus

« Cette démarche est une façon de monter en gamme et en qualité, et cette marque est une reconnaissance de notre travail vis-à-vis de nos clients. Mais il faut savoir rester constant pour le conserver, car nous sommes régulièrement suivis »

**9 Christelle Eugène, Karambole Tour**, excursions gourmandes en mini bus, circuits itinérants proposant des dégustations de produits locaux à chaque étape.

« Etant seule dans mon activité, je voulais un avis extérieur avec un référentiel normatif et des critères objectifs pour l'évaluer. La labellisation confirme de façon institutionnelle la qualité offerte aux clients. »

**10 Laurent Clasquin, Blue Dream Croisières**. Excursions en catamaran à la journée, sur les thèmes culture, voile, patrimoine et biodiversité. Village de la poterie des Trois Ilets

« Dans un premier temps, J'ai apprécié la démarche de la CCIM de s'approcher des entreprises touristiques de la Martinique. On a vu comment on pouvait s'améliorer grâce au cahier des charges et cela a permis à notre prestation de monter en qualité, c'est très positif. Et en termes de communication, c'est un critère de choix pour la clientèle. »



Une partie de l'équipe de la caravane  
Qualité Tourisme



1  
Jet 7 - Marin - Sports et Loisirs



2  
La Suite Villa \*\*\*\* - Trois-Îlets - Hôtels-Restaurants



3  
Diamant Les Bains\*\*\*\* - Le Diamant - Hôtels-Restaurants





**4** *Pierre et Vacances\*\*\* - Sainte-Luce - Hôtels-Restaurants*



**5** *Le Village Créole\*\*\* - Trois-Îlets - Hôtel*



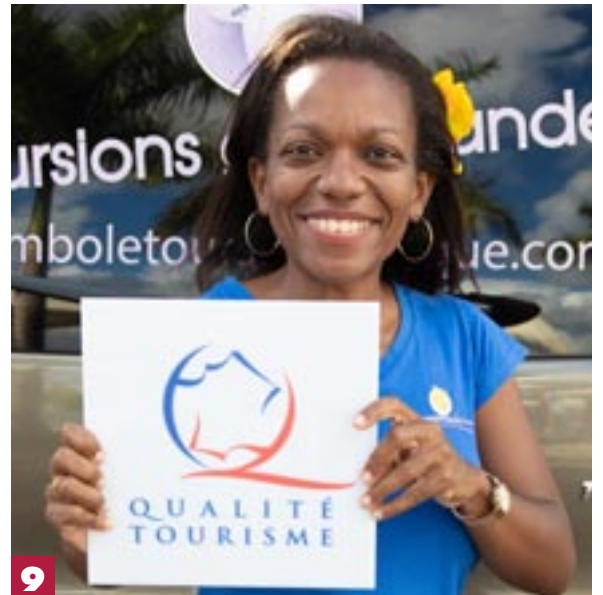
**6** *Lion's Parc - Trois-Îlets - Sports et Loisirs*



**7** *Alpha Plongée - Les Anses-d'Arlet - Sports et Loisirs*



**8** *Beyond The Beach - Schœlcher - Visite Guidée*



**9** *Karambole Tours - Fort de France - Visite Guidée*



**10** *Blue Dream Croisières - Trois-Îlets - Sports et Loisirs*

## ■ RODRIGUE VALLIÉ

### « Un accompagnement personnalisé pour les professionnels... »



#### Comment la CCI accompagne-t-elle les entreprises dans l'obtention de la marque Qualité tourisme ?

**Rodrigue Vallié :** Qualité Tourisme est une "démarche qualité" qui s'adresse aux professionnels du tourisme et dont le but est de valoriser leurs savoirs-faire et compétences, notamment dans l'accueil et les prestations proposées aux clients. Dans le processus de labellisation, les conseillers de la CCI Martinique accompagnent les

entreprises pour leur permettre de répondre aux différents critères, à travers un plan d'actions notamment. Cela leur permet de préparer l'étape de l'audit mystère, conditionnant l'obtention de la marque. Nous nous adaptons à la taille des entreprises, aux chefs d'entreprise et à leurs équipes : c'est un accompagnement personnalisé. Le référentiel n'est pas le même en fonction des activités touristiques : un hôtel-restaurant devra respecter environ 300 critères ; pour un commerce ce sera environ 150. A la CCI nous prenons le temps de nous assurer que l'entreprise sera bien prête à recevoir cet audit-mystère.

*Rodrigue Vallié est rattaché à la Direction du Développement du Territoire, animée par Philippe Jean-Alexis. 10 conseillers du siège et des agences de la CCI de Martinique contribuent au déploiement technique de la marque Qualité Tourisme. ■*

#### POUR EN SAVOIR PLUS :

TÉL.: 0596 55 28 00 [contact@martinique.cci.fr](mailto:contact@martinique.cci.fr)  
[www.martinique.cci.fr](http://www.martinique.cci.fr)

## ■ CÉLIA HUOT-MARCHAND

### « Faire monter en compétences les acteurs du tourisme en Martinique »

#### Quel financement est octroyé à la CCI par la DEETS pour cette opération « Qualité Tourisme » ?

Nous avons un axe spécifique pour l'accompagnement de filières et la montée en compétences. La CCI s'inscrit dans ce dispositif. Il y avait un financement partiel pour les années 2018, 2019 et 2020. Mais pour le projet 2022-2023 le financement est à 100% parce que nous sommes dans le cadre du "Plan de Relance de l'Union Européenne" (React-EU). 941.000 euros sont donc prévus pour les deux ans à venir. Deux axes ont été définis pour ces deux ans : la prise en compte du développement durable et la protection de l'environnement dans la manière de pratiquer le tourisme ; et de nouveaux enjeux tels que la transition digitale, car il y avait déjà une forte demande qui a été accentuée par la crise. Il s'agit en effet de donner toutes les clés aux acteurs concernés pour qu'ils puissent se battre, avec ces outils modernes, dans une compétition internationale avec les autres îles de la Caraïbe. ■



*\*DEETS : Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités.*

Pour découvrir l'ensemble des établissements marqués, rendez-vous sur : [www.qualitetourismemartinique.fr](http://www.qualitetourismemartinique.fr)



Ce projet est cofinancé par le Fonds Social Européen dans le cadre de la réponse de l'Union à la pandémie de COVID19.



Depuis plus de 30 ans, **EVEA** accompagne les particuliers et professionnels dans tous leurs travaux.



**EVEA,**  
des solutions pour le stockage et  
la collecte de déchets non dangereux.



Z.I. Pointe des Grives - 97200 Fort-de-France - Tél. : 0596 57 13 76  
evea@groupeseen.com - www.evea-martinique.fr

## 33 ans de service(s) en Martinique



Après plus de trois décennies sous nos latitudes, le Groupe BRED ne compte pas plier bagage de sitôt. Loin s'en faut à en croire ses dirigeants. Réalités chiffrées de la présence de l'établissement dans les « outre-mers », valeurs brandies par ledit Groupe et perspectives post-PGE (Prêt Garanti par l'Etat) pour nos entreprises : autant de sujets développés dans cet entretien à trois voix avec Eric Montagne, le directeur général adjoint en charge du pôle commercial, Jérôme Perrin, le directeur régional Martinique-Guyane et Mathieu le Bellac, le directeur du réseau outre-mer.



De gauche à droite : Eric Montagne, le directeur général adjoint en charge du pôle commercial, Jérôme Perrin, le directeur régional Martinique-Guyane et Mathieu le Bellac, le directeur du réseau outre-mer.

**Antilla : Quels sont les chiffres-clés de la présence de la BRED en Martinique, et plus largement dans les outre-mer ?**

**Jérôme Perrin :** La BRED Martinique-Guyane ce sont 130.000 clients - 120.000 particuliers et 10.000 professionnels et entreprises - ; 2,6 milliards d'euros d'encours de crédits et 500 millions d'euros de prêts décaissés chaque année, au bénéfice de tous les agents économiques de ces territoires. C'est aussi un réseau de 26 agences, dont 20 en Martinique ; 320 collaborateurs dont 260 en Martinique ; ce sont également deux centres d'affaires pour les entreprises, une banque privée, et une filiale dédiée au leasing et au crédit-bail qui s'appelle COFILEASE.

**Eric Montagne :** La BRED est en outre-mer depuis bientôt 40 ans. Nous nous sommes

d'abord implantés à La Réunion en 1985, puis en Guadeloupe en 1987 avec la reprise de la banque populaire locale, et enfin à la Martinique en 1989. Ensuite nous avons poursuivi notre développement en Guyane en 1998, puis à Mayotte en 2001. A partir des années 2000 il y a eu une double phase de croissance externe : nous avons repris le Crédit Martiniquais en 2000, puis, à partir de 2003, les sociétés départementales de crédit de l'AFD (Agence Française de Développement) c'est-à-dire la SODEMA en Martinique, la SODEGA en Guadeloupe, la SOFIDEG en Guyane et la SOFIDER à La Réunion. Ensuite nous avons repris la BCI (Banque Calédonienne d'Investissement) en Nouvelle-Calédonie, et une partie de la SOPREDO en Polynésie. La BRED accompagne également ses clients à l'international depuis plus d'une dizaine d'années. Nous sommes dans le Pacifique-Sud, en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu, aux Iles Salomon, aux Iles Fidji, en Polynésie, également dans la corne-est de l'Afrique, à Djibouti ; nous venons de nous

« **MA FEUILLE DE ROUTE EST DE M'ASSURER QUE NOUS SOMMES EN PROXIMITÉ AVEC NOS CLIENTS,...»**

installer à Dubaï, au travers de notre filiale dédiée au financement du négoce international basée en Suisse. Nous sommes également dans le sud-est asiatique, avec une banque de plein exercice au Laos, une autre au Cambodge, et nous souhaitons y renforcer notre présence. Enfin nous avons une équipe "IT" à Bangkok, en Thaïlande, qui couvre les besoins informatiques de l'ensemble de nos implantations internationales.

**Y-a-t-il des attributions particulièrement saillantes dans vos fonctions au sein du Groupe BRED ? Si oui quelles sont-elles ? Et quelles sont, dans les grandes lignes, vos feuilles de route respectives ?**

**Eric Montagne :** Nous sommes en proximité relationnelle et décisionnelle avec nos clients. Décisionnelle, c'est-à-dire que 95 à 97 % des dossiers de financement instruits



**« En Normandie nous recrutons  
des Normands ; en Martinique  
nous recrutons des Martiniquais »**

*Eric Montagne, directeur général adjoint du Groupe BRED*

en Martinique sont décidés localement. Un particulier sur sept, une TPE sur trois, et 96 % des entreprises qui réalisent plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires sont clients de la BRED. Ma feuille de route est donc de m'assurer que nous sommes en proximité avec nos clients, et je veux que tous nos clients en outre-mer aient la même qualité de service(s) qu'en Métropole ou à l'international. C'est notre crédo et nous avons fortement investi dans la formation et les outils digitaux : 40 % de notre budget est consacré à la formation de nos conseillers afin qu'ils renforcent leur expertise sur le segment de clientèle qu'ils ont en portefeuille. C'est aussi investir dans les outils digitaux à travers une application bancaire parmi les mieux notées du marché. Depuis 2020 nous avons déployé la Banque "100 % conseil", chère à nos clients tant ils sont assurés de la disponibilité et qualité des conseils prodigués.

### Pouvez-vous nous en dire davantage sur ce point ?

**Eric Montagne :** Peu avant le début de la crise Covid, nous avons réorganisé le réseau en consacrant les après-midis exclusivement aux rendez-vous avec nos clients, pour gagner en réactivité, proactivité et

› Jérôme Perrin, directeur régional Martinique-Guyane



### « NOUS AVONS ÉTÉ LE PRINCIPAL FINANCEUR EN PGE (PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT) »

finallement en qualité de conseil. Cette nouvelle organisation nous a permis de répondre rapidement aux demandes de nos clients en pleine pandémie, tout en respectant les restrictions sanitaires. Au sortir du premier confinement nous avons décidé, avec les équipes, de maintenir cette organisation toute la journée. Et les clients en ont été satisfaits, à en croire les croissances d'ouvertures de compte que nous avons eues à ce moment-là.

**Jérôme Perrin :** Quant à moi, mon rôle en Martinique est une déclinaison

de la stratégie de la direction générale, et d'une certaine manière une adaptation aux spécificités du territoire.

Et mon rôle est avant tout d'accompagner nos clients : nous sommes donc en proximité avec le territoire et ses acteurs. Evidemment il y a un rôle important de management des équipes. Je suis le garant du bon dialogue social, de la cohésion, de la montée en compétences, du bon niveau de formation afin d'avoir le meilleur niveau de services à offrir à nos clients. Il s'agit de nous permettre de continuer à développer notre banque, de gagner des parts de marché, notamment sur le marché des professions libérales et des professionnels.

### En termes d'adhésion des clients à la BRED, y a-t-il eu un tournant dans l'histoire de votre établissement en « outre-mer » ?

**Eric Montagne :** Il y a eu une prise de conscience des collaborateurs de cette nécessité d'apporter la qualité de service optimale que tout client de la BRED est en droit d'attendre. Nous y avons travaillé et tous nos collaborateurs ont ce sens du service rendu au client. La *Banque Populaire* a été créée au 19<sup>ème</sup> siècle par des commerçants, artisans et petits industriels, qui ne trouvaient pas la réponse qu'ils attendaient de leur banquier. Nous transmettons cet ADN à toutes les nouvelles générations qui arrivent, donc les clients ne sont pas des numé-



› Mathieu le Bellac, directeur du réseau outre-mer.

ros chez nous : ils sont connus et reconnus. D'ailleurs quand nous leur demandons pourquoi ils ont choisi la BRED alors qu'ils étaient parfois clients d'autres banques précédemment, c'est souvent la rapidité de traitement des demandes, l'expertise, le professionnalisme et l'innovation qui reviennent dans leurs réponses. A propos d'innovation, nous lançons des produits spécifiquement pour l'outre-mer : par exemple le "crédit chrono" sur site, dans les magasins et entreprises, et le paiement par

### « L'OUTREMER EN GÉNÉRAL, REPRÉSENTE PLUS D'UN TIERS DE L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE COMMERCIALE FRANCE »

"QR Code", qui est un paiement instantané qui permet au client de voir son compte crédité immédiatement et en toute sécurité. Nous sommes les seuls à proposer ce produit aujourd'hui, donc on essaie toujours d'apporter le "petit plus" que ne font pas les autres, et qui répond spécifiquement aux attentes de nos clients ultramarins.

**Pourquoi le choix de proposer ces produits uniquement en « outre-mer » ? Est-ce expérimental ?**

**Eric Montagne :** Nous avons un ancrage historique en outre-mer. Des établissements bancaires ont quitté la Martinique, d'autres se demandent pourquoi y rester : à la BRED, nous ne nous posons pas cette question et sommes là pour encore longtemps. Nous avons 800 collaborateurs en outre-mer : seuls 12 d'entre eux viennent de Métropole.

En Normandie nous recrutons des Normands ; en Martinique nous recrutons des Martiniquais.

**Quelles ont été les conséquences les plus marquantes, pour la BRED, des crises successives inhérentes au Covid-19 et à la guerre russo-ukrainienne ?**

**Jérôme Perrin :** Durant la crise Covid, la BRED a répondu présent et l'ensemble des collaborateurs s'est mobilisé pour assurer le rôle essentiel de la banque, soutenir l'ensemble de sa clientèle. A ce titre, nous avons été le principal financeur en PGE (Prêt Garanti par l'Etat) : quasiment 400 millions d'euros ont été décaissés sur le territoire. Certes ces prêts étaient garantis par l'Etat, mais à 90 % : donc un encours de 40 millions d'exposition, ce qui est la preuve que nous nous sommes beaucoup engagés dans l'accompagnement du territoire. A ce jour, nous

n'observons pas de dégradation notable du coût du risque, mais au moment où ces prêts entrent en remboursement, une nouvelle crise comme la crise ukrainienne, qui a des répercussions en termes de coûts d'approvisionnement et de coûts énergétiques, viendra fragiliser un peu plus un tissu économique qui, sur certains secteurs, a été largement mis à contribution. Nous restons donc vigilants sur les conséquences que ces deux crises pourraient avoir pour nos clients en 2023.

**Eric Montagne :** Pour revenir aux PGE, jusqu'à l'été dernier les taux de défaillance des entreprises étaient à peu près du niveau de l'avant-Covid, en 2018-2019. Les remboursements des PGE étant entamés, avec des taux d'intérêt qui ont singulièrement augmenté depuis plusieurs mois, la trésorerie des entreprises en sera forcément malmenée. Or c'est à nous de rester des partenaires financiers comme nous l'avons été à l'époque des PGE : nous accompagnerons donc les entreprises qui seront en tension de trésorerie dans les semaines et mois à venir. Nous apportons sécurité, conseil et confiance à nos clients ; nous devons donc anticiper.

**En termes de volume de remboursement de ces PGE, où en est-on en cette fin d'année en Martinique ?**

**Jérôme Perrin :** Une partie de nos encours a été remboursée par nos clients qui, par précaution, ont souscrit des PGE, et qui, n'en ayant pas besoin, les ont remboursés. C'est une partie qui est importante en volume mais pas forcément très importante en nombre. Pour la clientèle majoritaire ayant souscrit des PGE, c'est-à-dire nos clients professionnels, les remboursements débutent. A ce stade le taux de non-remboursement ou d'impayés sur les PGE n'est pas criant, c'est même relativement faible, mais les réalités d'aujourd'hui ne seront pas celles de demain. Nous nous attendons à une



» Eric Montagne, directeur général adjoint en charge du pôle commercial.

augmentation significative des difficultés des entreprises ; ce qui ne signifie pas que parce qu'un client a bénéficié d'un PGE il ne pourra pas bénéficier d'un concours de trésorerie de la BRED, pour lui permettre de passer le cap.

**Pour rappel, quels sont dans les grandes lignes les services et activités principales de la BRED ?**

**Eric Montagne :** La BRED est une

**Eric Montagne :** J'ajoute que sur toutes les places où nous opérons en outre-mer, et même à l'international, nous trouvons des chefs d'entreprise martiniquais en activité. Nous-mêmes avons travaillé en outre-mer et à l'international ; c'est donc important pour les chefs d'entreprise qui en font de même de ne pas avoir à expliquer à chaque fois leurs histoires respectives, les réalités de leurs territoires, etc.

**Qu'est-ce qui vous semble caractériser actuellement le tissu entrepreneurial et la situation économique globale de la Martinique ? Eu égard aux crises et difficultés, passées et actuelles, on parle souvent de la résilience de nos chefs d'entreprises, mais au-delà de ça ?**

**Eric Montagne :** Je pense sincèrement que les chefs d'entreprise martiniquais sont des conquérants. Ils font face à l'adversité, et dans une économie insulaire les choses sont loin d'être simples avec les aléas climatiques, parfois des aléas sociaux, des aléas en termes d'approvisionnement comme on en rencontre aujourd'hui, ou des délais de paiement qui peuvent s'allonger et sont annonciateurs de difficultés. Mais le chef d'entreprise continue d'aller de l'avant, et comme je le disais il le fait au-delà de la Martinique, c'est-à-dire qu'il va chercher à se développer ; ce qui est sécurisant pour lui et l'avenir, en termes de marchés autres que la seule Martinique.

**Pour conclure, la BRED essaie-t-elle de contribuer à la lutte contre ce qui préoccupe, voire accable, notamment de nombreux Martiniquais au quotidien, à savoir les difficultés inhérentes au pouvoir d'achat ?**

**Eric Montagne :** Pour nous il n'y a pas de petit ou de grand client. Et quand nous faisons par exemple du "crédit chrono", nous essayons d'avancer pour développer les entreprises, leur chiffre d'affaires et leur clientèle ; nous accompagnons nos clients pour qu'ils puissent étaler dans le temps leurs échéances s'ils ont besoin de faire un achat.

**Propos recueillis par Mike Irasque**

## « JE PENSE SINCÈREMENT QUE LES CHEFS D'ENTREPRISE MARTINICAISSONT DES CONQUÉRANTS »

banque complète et répond donc aux besoins de financement, quelle qu'en soit la nature, d'assurance, d'épargne, de gestion privée, gestion d'actifs ; et ce pour l'ensemble de notre clientèle dans une logique de long terme, en France et à l'international. Nous proposons également des services innovants extra-financiers, qui répondent aux projets de vie et problématiques de nos clients.

**En Martinique la BRED accompagne-t-elle des entreprises œuvrant dans plusieurs types d'activités ou avez-vous identifié des secteurs offrant plus de potentiel que d'autres ?**

**Jérôme Perrin :** En Martinique les chefs d'entreprise sont très actifs ; ils créent de la richesse, des emplois, ils sont force de proposition, etc. Et ceci quelle que soit la taille de l'entreprise. Durant la crise Covid nous avons vu des petites entreprises faire de grandes révolutions : elles se sont organisées, transformées, elles ont eu de nouveaux projets et les ont réalisés. D'ailleurs j'ai lu dernièrement dans un quotidien, que c'est en Martinique que le taux de résistance est le plus fort pour les entreprises de plus d'un ou deux ans d'activité.

**M. le Bellac, vous êtes le directeur du réseau outre-mer au Groupe BRED : c'est à dire plus précisément ?**

**Mathieu le Bellac :** Le réseau outre-mer de la BRED couvre 5 régions : la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et Mayotte. C'est un superbe réseau ; il y a une importance réciproque marquée entre ces territoires et la BRED. En Martinique nous sommes une banque de référence, de premier plan, mais la Martinique est aussi la plus grande région de la BRED ! D'ailleurs l'outre-mer représente plus d'un tiers de l'activité de la banque commerciale France. Mon rôle est double. Comme responsable, c'est de veiller à ce que tout se passe bien dans le réseau et de partager la stratégie. Et je suis l'ambassadeur de l'outre-mer au sein de la BRED, avec pour rôle de veiller à ce que cette alchimie entre notre banque et ces territoires continue à fonctionner durablement.

**Qui dit outre-mer dit maritime : le Groupe BRED est-il engagé dans ce qu'on appelle l'«économie bleue» ?**

**Eric Montagne :** Je rappelle que cette économie dépasse le seul cadre de la pêche ; je pense notamment à la plaisance et aux activités qui se rapprochent du monde de la pêche. Nous voudrions aller encore davantage de l'avant dans le développement de l'économie bleue, car c'est aussi l'avenir de la Martinique.

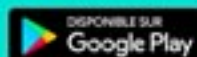
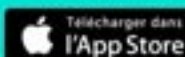




ileco®

1<sup>ère</sup> application mobile aux Antilles-Guyane  
dédiée aux prospectus et livraison de courses !

Téléchargez dès maintenant sur



**iBLUE**  
INFORMATIQUE

**QUALITÉ**  
**TRANQUILITÉ**  
**RAPIDITÉ**



**RÉPARATION**

**RÉCUPÉRATION DE DONNÉES**

**VENTE DE PC**

Espace 92. N°B32 (Au dessus de Hio-Hio-Hen Automobiles)  
Centre commercial Ducos a coté de Simply Market

 **0596 48 11 73** Port.: 0696 28 28 28



**TOSHIBA**

**ASUS**

**Microsoft**

**Hytera**

■ TROISIÈME ÉDITION DE LA CBC

# La Caribbean Business Cruise vous attend en Mars 2023.

**Née à la décennie d'ISANAJA\* sur l'idée de Jacky ADONIS, ce concept complètement disruptif se veut entièrement unique et innovant. Une croisière qui concilie networking, entrepreneuriat, conférence, détente, famille, visite... en un séjour unique. En bonus, on repart avec un carnet d'adresses rempli, des idées qui fusent et des souvenirs pleins la tête.**

### UN SUCCÈS FULGURANT

En septembre, la CBC a été labellisée programme France Export, ce qui lui assure une plus grande visibilité puisqu'une communication à l'international est faite.

Les secteurs du BTP, du tourisme, du bien être, du développement durable et de l'agro transformation ont déjà manifesté leur intérêt.

L'OECS a souhaité être partenaire de cet événement. Corsair y a pris part aussi et plusieurs îles de la Caraïbe leur feront l'honneur d'être parmi eux.

### Parlez-nous un peu de l'organisation de cette croisière ?

C'est très prenant et très long d'organiser un tel séjour. Nous sommes complètement dans le « faire ensemble ». Nous travaillons donc en partenariat avec deux agences de voyage qui s'occupent des réservations de cabines et des espaces de travail entre autres.

Pour la troisième édition, nous aurons des guides pour la traduction car nous accueillerons plusieurs îles de la Caraïbe. Cela s'était déjà fait

ressentir sur la dernière édition en ayant uniquement Sainte-Lucie et la Barbade à bord, donc nous avons tenu à ce que cette fois ci, quelqu'un soit là pour que chacun se sente libre de s'exprimer.

### UNE CROISIÈRE OUVERTE À TOUS

Le concept séduit de plus en plus. Nous avons accueilli des chefs d'entreprise, des porteurs de projets, des politiques, des institutionnels, venus en couple, en famille, seuls ou en équipe. Une fois ensemble toutes ces barrières tombent et il n'y a plus de tabou linguistique, statutaire ou professionnel. Nous sommes tous au même rang pour construire ensemble.

La croisière est faite pour que chacun puisse y trouver son compte. Certes, nous avons un rythme soutenu.

Nous commençons par un cocktail de bienvenue où chacun a le loisir de se présenter. Lors de ce cocktail, un carnet de bord est remis à chaque passager livrant le contenu de nos conférences, la présentation économique des destinations qui seront faites, la présentation de la structure ISANAJA et la liste des personnes qui feront partie de cette aventure pendant une semaine.



› Isabelle Adonis flandrina

Le matin, une fois le paquebot à quai, nous nous rendons au lieu d'accueil pour notre matinée de travail : rdv BtoB, rencontres avec l'écosystème local (chambres consulaires, institutions, agences d'investissement et développement, entrepreneurs...). L'après midi est libre: visite, détente, moment en famille, travail ou rendez-vous personnel... et en fin de journée on se retrouve pour un débriefing.

Il y a une véritable émulation qui se crée. Dès le début, des relations d'affaires s'établissent. Sachant que 80% des contrats se signent de manière informelle, nous sommes devenus un événement à ne pas rater pour les entreprises. Nous sommes vraiment fiers de la portée de ce rendez-vous que nous pouvons enfin renouveler en 2023. ■

**\*ISANAJA : Cabinet d'accompagnement commercial et international créé en 2009 par Isabelle ADONIS-FLANDRINA.**

› Alliance Française de Sainte-Lucie



› A Barbade avec le Consul Don CHEE-A-TOW

MONUMENTS

HISTORIQUES

DE

MARTINIQUE



MONUMENT  
HISTORIQUE

HC

EDITIONS  
HERVÉ  
CHOPIN

FONDATION  
CLÉMENT

■ KAY MAN SURENA®

# Généreuse...depuis 1906



**Authentique, vraie, généreuse, douce,... voici la liste non exhaustive des qualificatifs de la pâtisserie Suréna. Elle a bercé notre enfance, elle a traversé plus d'un siècle de générations et elle est toujours là pour notre plus grand bonheur. Qui ne se souvient pas de ces délicieux robinsons ou encore de ces pâtés sucrés pour son goûter à la sortie de l'école?**

**Elle est au même endroit, oui oui toujours à la rue Victor Hugo et Mireille est toujours là pour nous accueillir, sourire aux lèvres. Max, membre de la famille revient sur l'histoire qui a fait de cette pâtisserie un incontournable chez nous.**



› Le ROBINSON de Surena, régulièrement imité, jamais égalé

**Pâtisserie populaire, elle se veut généreuse comme notre peuple.**

Elmire MARIE-ANNE née SURENA et son mari Hermann MARIE-ANNE ont été les fondateurs de la pâtisserie. Ce sont eux qui ont donné vie à cette pâtisserie et chaque génération, depuis, a mis la main à la pâte pour assurer sa pérennité. Ils ont commencé à Balata chez eux puis sont venus en ville quand l'ampleur est devenue trop importante. Pâtisserie populaire, elle se veut généreuse comme notre peuple. Peu chère car à l'époque, ce sont les habitants de la campagne qui venaient se récompenser du périple traversé pour venir en ville. Ils avaient de quoi partager avec toute la famille en rentrant. C'est son robinson qui a fait son plus grand succès. Les pâtés ont bien

évidemment suivi. Aujourd'hui, nous innovons en restant fidèle à nos valeurs. **C'est une famille qui a su garder son authenticité, qui a su rester fidèle à la Martinique an tan lontan et qui aujourd'hui fait écho à la tendresse de notre enfance.**

### Une identité bien ancrée

Cette maison doit son succès à la passion de ses hôtes. Suréna, c'est avant tout une famille martiniquaise fière des produits de son terroir qui a su les valoriser grâce aux recettes bien gardées. C'est une famille qui a su garder son authenticité, qui a su rester fidèle à la Martinique an tan lontan et qui aujourd'hui fait écho à la tendresse de notre enfance. C'est une famille qui a fait de ses salariés de nouveaux membres de leur patrie, qui a conservé ces murs tel un socle fondamental de leur histoire et surtout c'est une famille qui en plus de nous proposer la pâtisserie similaire à celle de nos grands-parents, fait voyager chaque génération sur des décennies.

### Évoluer sans se perdre

Notre base étant de travailler avec nos produits, nous devons proposer des idées novatrices sans sortir de cette zone. Depuis deux ans, nous proposons un pâté au jambon de Noël - succès garanti. Mon fils a aussi essayé la confiture de surette cochon; c'était un travail très long pour un résultat en faible quantité mais

cela a beaucoup plu. Il en va de même pour la confiture de barbadine ou encore de pomme d'eau. Ce sont des éléments que l'on ne retrouve plus. Seuls les anciens consomment encore ces fruits.

Durant les fêtes, nous faisons beaucoup plus de pâtés salés. Nous pétrissons nous même notre pâte, les dorons et préparons la farce. Nous proposons aussi des bûches patissières sans beurre car cela n'existait pas auparavant et en plus ça nous permet de maintenir nos coûts. Nous en avons à la goyave, la mangue, l'ananas, groseille peyi, mont blanc, giraumon ou encore pomme d'eau.

Face à la demande, nous sommes conscients que notre travail est encore plus laborieux mais c'est aussi ce qui fait notre force et ce pourquoi nos clients nous aiment.

D'ailleurs, nous enchaînons tout de suite avec les galettes qui sont à l'ancienne, c'est-à-dire des galettes sèches avec des arachides et des raisins secs.

Céline CLAIRICIA



# RICHÈS KARAYIB : L'AMBICTION DE DÉVELOPPER LA CARAÏBE

Richès Karayib et son slogan: **We Can Make The Caribbean Bigger!**  
(Agissons pour une Caraïbe plus puissante).

C'est l'ambition de ce projet, mis en œuvre dans le cadre du programme INTERREG-CARAÏBES et co-porté par ASIS WI (Cheffe de file) représenté par Sabrina AJAX, l'OMDAC (Organisation Martiniquaise pour le Développement des Arts et de la Culture) représenté par Yves-Marie SÉRALINE et SKMK (SA KAI MALADE KARAÏBE Ltd) représenté par Leroy WADIX et Gregory RABESS.

Les porteurs de projet, amoureux de la Caraïbe, ont décidé d'unir leurs forces et de collaborer afin de contribuer à créer un environnement propice au développement de l'industrie culturelle dans la Caraïbe.

Richès Karayib est une collaboration entre 10 pays partenaires de la Caraïbe ayant cette même volonté de développer l'unité, de multiplier les échanges culturels et de redynamiser un secteur durement touché pendant 2 années.

Il était important pour cette 1ère édition de mettre en place la caravane Richès Karayib, impliquant plusieurs pays de la Caraïbe.

Les porteurs de projets se sont donc entourés de partenaires, acteurs culturels implantés dans différents pays de la région.



## LES PAYS PARTENAIRES ET LES REPRÉSENTANTS

MARTINIQUE (ASIS WI et l'OMDAC), DOMINIQUE (SKMK), GUADELOUPE (Gwajeka - Jean-Paul QUIKO), GUYANÉ (Les ondes d'Amazonie - Olivier KAMINSKI), SAINTE-LUCIE (PÉYI - Laurent JEAN-PIERRE), BARBADE (CALL - Andrea KING), TRINIDAD & TOBAGO (SCDF - Eric TAYLOR), HAÏTI (FMAS - Gertrude C. SEJOUR), JAMAÏQUE (I AM - Damion RADCLIFFE & Patrick EARLE) and ANGUILLA (BRITISH DEPENDENCY - Ivan BERRY & Davon CARTY)



## RICHÈS KARAYIB PROPOSE UNE SAISON PLEINE D'ACTIVITÉS

- C'est une plateforme de valorisation, créatrice de liens et d'opportunités pour le secteur culturel
- Des événements de décembre 2022 à août 2023
- Des événements à thème dans chacun des pays partenaires (Mode, plantes médicinales, la gastronomie, le cinéma, les évolutions culturelles, la musique et bien d'autres...)
- C'est un challenge de chant Richès Karayib Voices qui réunira tous les vainqueurs en Martinique en août 2023 pour un stage avec des professionnels internationaux ayant collaborés avec les plus grandes stars du monde. Le stage intitulé "The Business of Music" leur permettra de connaître différents aspects du métier d'artiste. Ils partageront la scène lors du grand show de clôture de cette édition. Enfin, ils sortiront un album Richès Karayib Voices.

Les coaches internationaux: Ivan Berry (St-Kitts/Canada), Davon Carty (Anguilla), Dereck Wilkie (Barbados), Spencer Mussellam (Canada), Max Gousse (USA), Fred Jean-Baptiste (Martinique) et Jonathan Ramos (USA).



## SUIVEZ-NOUS

@richeskarayib



LANCEMENT ET FINAL MARTINIQUE DU CHALLENGE  
le 15.12.2022 au Grand Corbet à 19h30  
Disponible sur MONIPASS

SITE INTERNET  
[www.richeskarayib.com](http://www.richeskarayib.com)

EMAIL  
[info@richeskarayib.com](mailto:info@richeskarayib.com)

■ PAR GRÉGORY ARIBO, PASCAL SAFFACHE

# En savoir plus sur les déchets...

**Les martiniquais produisent chaque année de gros volumes de déchets, ce qui correspond à une production individuelle annuelle de 330 kg environ. Face à ces volumes, deux questions se posent : que deviennent ces déchets ? Existe-t-il des politiques favorisant leur réduction ?**

**Ces questions sont d'autant plus importantes, que l'homme est le seul être vivant à rejeter des matières qui impactent durablement l'écosystème dans lequel il vit. La situation est tellement grave que l'on parle aujourd'hui de « 7ème continent », tant la concentration de micros fragments de plastique est importante dans les océans Atlantique, Pacifique et Indien.**

**Pour information, en 2015, 300 millions de tonnes de plastique ont été produites à l'échelle mondiale, et 10 % (30 millions de tonnes) se sont retrouvés dans les océans, altérant durablement la chaîne alimentaire et formant une gigantesque nappe de débris de plusieurs millions de km<sup>2</sup>. A cela il convient d'ajouter les rejets d'effluents en mer, dont les teneurs en métaux lourds, en produits organochlorés, organophosphorés, etc. ont des impacts durables, pour ne pas dire irrémédiables. Année après année, l'océan mondial se transforme en véritable décharge.**

## Quelle est la situation des décharges justement ?

A l'échelle mondiale, les décharges sont saturées et débordent pour la plupart de façon alarmante. En France, on en compte aujourd'hui 250, alors qu'il y en avait 500 il y a un peu plus de 20 ans. Si tout le monde s'accorde sur le fait que la France manque de décharges, leurs sites d'implantation posent problèmes, car personne n'en veut à proximité de son lieu de vie.

Officiellement une décharge dispose d'une durée de vie limitée ; toutefois, dans la réalité, les choses sont plus complexes, car il est très difficile de fermer une décharge qui tourne à plein régime. L'exemple de la décharge de la Trompeuse à Fort-de-France est très parlant : elle n'a été fermée qu'après 40 ans d'exploitation. En France hexagonale, certains sites ont été maintenus en activité alors que tout le monde s'accordait à reconnaître qu'ils étaient saturés ; c'est le cas de la décharge d'Entressen près de Marseille, qui a été fermée après plus de 60 ans d'exploitation.

Aujourd'hui, pour palier la réduction du nombre de décharges, l'Etat sou-

tient le développement du tri sélectif. L'objectif est de réutiliser certains objets pour un usage différent de celui qu'ils avaient à l'origine, ou de créer de nouveaux produits à partir des constituants des anciens.

## POUR UN AVENIR « ZÉRO DÉCHETS »

La gestion des déchets étant aujourd'hui un enjeu planétaire, de plus en plus d'États et/ou de grandes villes se sentent concernés, et n'hésitent pas à taxer les consommateurs qui ne trient pas, ou ne trient pas convenablement leurs déchets ; c'est le cas de San Francisco, par exemple. Autre exemple, le Luxembourg demande désormais 150 euros par tonne de déchets mis en décharge, tandis qu'en Slovaquie le prix n'est pour l'instant que de 7 euros la tonne.

## Plutôt que de taxer les déchets et ceux qui les rejettent, ne faudrait-il pas plus simplement revoir nos modes de consommation ?

Pour information, si un français produit, en moyenne, chaque année, 350 kg de déchets, un américain en

produit 700 kg. Réduire nos déchets s'avère donc essentiel.

Pour ce faire, il convient au préalable de réduire la surconsommation qui gangrène aujourd'hui les pays développés. Face à ce défi, il faut repenser notre façon de produire et de consommer, et généraliser l'économie circulaire. Il s'agit d'un concept économique s'inscrivant en opposition totale par rapport à la pratique actuelle qui consiste à acheter, utiliser, puis jeter.

Grâce à l'économie circulaire, le produit est désormais formaté pour être réutilisé, ainsi le déchet potentiel se transforme en ressource. Il faut donc mettre en place des mesures incitatives et/ou contraignantes pour favoriser l'émergence de ces nouveaux principes. Par exemple, préférer des produits avec un minimum d'emballage, voire plus d'emballage du tout ; produire des fertilisants à partir des déchets, plutôt que de les jeter, etc. Il s'agit d'un changement radical de mentalité, un nouveau mode de vie, en fait, un vrai changement de paradigme.

A suivre donc...



# SOS DÉCHETS vidange votre Fosse Septique !

ZI La Lézarde - 97232 Le Lamentin



Contactez-nous vite au **0596 30 05 59 !**

- ✉ [contact@sosdechets972.com](mailto:contact@sosdechets972.com)
- 📘 Sos Déchets Martinique
- 🌐 [www.sosdechets972.com](http://www.sosdechets972.com)



**BEL POVEB KRÉYOL :**

« Farin di plis ki sa, lè i wè zaboka, i ped koulè'y »

## Tout moun blé

**S**é jou-tala tout moun pou lé blé, kidonk Létjip football Lafrans. Dimanch ou té pé woulè alez kon Blez bò lafalez san pies loto jennen'w. Pa té ni anboutéyaj la-prémidi, pas anlo moun té douvan télé-yo. Pa koté Madiana éti té ni an gran ékran, pa té ni asé plas pou té mète sipòté. An ti-nivé Adjilbè ka sipòté Brézil kou koupé, mantjé trapé bab lè i di tou fò : Alé Brézil !

Yo mandé'y fè an gran won pa rété la. Sa ki té pli bel-la, sé lè yo té ka chanté « La Marseillaise » pèsonn pa chonjé zafè lim-lan épi drapo-a. An sel drapo éti té alapaj douvan-douvan, sé té blé, blan, wouj-la. Ti-nivé Adjilbè –a té ni an drapo wouj, vè, nwè, yo mandé déchiré'y. Erezdi-bonnè i ni tan pété gad-la. Lafrans an kaw de final, mé anlo fanatik ja ka wè'y ka genyen Lakoup dimond.

Antouléka, fok chonjé an poveb ka di « Fok pa konté zé an tjou poul. » kidonk pa fè fos asou lapo kabrit pou monté tanbou'w, lè ou pòkò débité'y.

Mé adan tout bagay-tala, sé pa yenki football ki ni sé jou-tala, lè ou gadé pabò Laviè-Pilot, té ni twaziem « Afro Caribéen Village » pa koté Lans Fidjé. Sanmdi pasé

yonndé artizan té ni randé-vou, pou montré belté ek lanovté travay-yo. Sa té bel dann !

Matinik trapé an kouwòn pou « Label Station Nautique » adan an salon pa koté Lafrans éti té ka fet sanmdi. Pandan tan-an Matinik menm, CMT (Komité Matinik Tourizm) té ka risivè pou prèmié fwa an brital pakbo MSC Seaside. I profité an menm balan-an étrennen an nouvo gran tjé kwaziè.

Manmay football ka fè nou bliyé anlo bagay, mé pandan tan-an ni anlo moun éti pé pa menm genyen an bouché pen, jijéwè an télé magré tout lo pomosion-an !

Jid

Bel poveb kréyol « Farin di plis ki sa, lè i wè zaboka, i ped koulè'y »

**Jid ■**



Nos **propres** solutions font la **différence**



## CLEANBUILDING

Nos **propres** solutions  
font la **différence**

> Bio nettoyage

> Nettoyage industriel

> Nettoyage de facades

> Nettoyage spécifique

Désinfection ultime



Membre de la Fédération  
des Entreprises de Propreté (F.E.P.)

> Plus de 40 ans d'expérience

CLEANBUILDING

Tél. : 0596 42 70 70 • Port : 0696 72 20 50

Imm. Dillon 3000 -17, rue G. Eucharis - 97200 Fort de France

Tél.: 0596 42 70 70 - Fax : 0596 50 30 50 - Mail : a.daclinat@belliard.mq

## ■ ALAIN BIDARD :

## Un réalisateur ultra récompensé à l'international

C'est à l'occasion d'une manifestation organisée il y a quelques mois par l'association SOS KRIZ, dans le cadre de la « Journée nationale de prévention du suicide », que nous avons découvert le travail du réalisateur martiniquais Alain Bidard. Une manifestation durant laquelle deux beaux et puissants courts-métrages, réalisés par l'artiste et intitulés « *Clair Obscur* » et « *Anvi Viv* », furent diffusés. Réalisateur depuis vingt-deux ans mais méconnu de trop de martiniquais.es, alors qu'il croule littéralement sous les prix et distinctions internationales pour la qualité de son travail : « portrait » d'un homme discret, à la modestie manifeste, porté par son talent, sa détermination et passion.



› Alain Bidard, à Toronto

Certaines vocations sont décidément précoces ; Alain Bidard ne déroge pas à cette réalité. Dès l'âge de 3 ans en effet, il s'intéresse au dessin (« dans ma famille tout le monde dessinait, donc je m'y suis mis », glisse-t-il amusé). Et dès l'âge de 4 ans, le bambin veut allier

des histoires à ses dessins. « Je me suis efforcé d'apprendre l'alphabet avant l'âge, juste pour réussir à écrire des mots », explique-t-il. Alors âgé de 11 ans, le jeune Alain crée des bandes dessinées, mais à l'époque ne souhaite pas en faire son métier : il veut devenir médecin. Une fois en Terminale scientifique, au Lycée Technique, le jeune homme obtient de très bonnes notes, mais ses résultats en mathématiques ne le satisfont pas et lui font changer d'avis quant à

sa future profession. Un choix qui se voit conforté par le *boom*, à l'époque, des images dites de synthèse (« avec le passage de la disquette au CD-ROM », indique Alain Bidard). Puis le bachelier découvre SUPINFOCOM (devenue RUBIKA), la « meilleure école d'Europe pour la 3D ». Il explique : « Je n'ai écrit qu'à une école, celle-là. » Vient alors le test d'entrée de cet établissement exigeant.

« JE ME DISAIS QUE JE N'ÉTAIS PEUT-ÊTRE PAS SUFFISAMMENT DOUÉ. ET J'AI FINI PAR COMPRENDRE... »

## UTILISER L'ORDINATEUR COMME UN OUTIL, COMME SI C'ÉTAIT UN CRAYON »

« Dans un amphithéâtre où il y avait 150 à 200 personnes, il fallait représenter des objets en 3D, dessiner, peindre », se souvient Alain Bidard, « et répondre à des questions en Histoire(s) de l'Art, du Cinéma etc. Il y avait aussi un entretien personnel, sur les motivations du postulant. »

Le jeune homme réussit test et entretien, puis intègre SUPINFOCOM. « Cette école m'a permis de développer ma capacité à créer des histoires », indique le réalisateur, « mais aussi d'utiliser l'ordinateur comme un outil, comme si c'était un crayon, et non se laisser contrôler par la seule technologie. » Il pour-

suit : « C'était la première fois que les ordinateurs produisaient des graphismes aussi beaux, et on était un peu prisonniers de cette beauté. D'ailleurs l'un de nos professeurs nous forçait à créer toutes nos histoires sur papier - avec de la gouache, du pastel etc. - puis de les reproduire sur ordinateur donc "forcer" la machine à obéir à la technicité humaine ; ce qui était plus difficile. Cela m'a appris à établir un certain "discours" avec l'ordinateur. »

Master en poche, Alain Bidard quitte SUPINFOCOM et veut travailler à Paris. Mais deux problèmes se sont posés, explique-t-il :



« Les élèves précédents de SUPINFOCOM avaient la réputation d'avoir la grosse tête, donc les entreprises commençaient à être frileuses pour les embaucher. Et il y avait le racisme. » Le mot est lâché. « Au début j'étais dans le déni total », reconnaît le réalisateur, « car on ne vit pas trop le racisme dans le milieu étudiant. Mais une fois arrivé sur le marché du travail... . Alors je me disais que je n'étais peut-être pas suffisamment doué. Et j'ai fini par comprendre. » Evoquant un



**Nouveau scooter SEAT**

# MÓ 125

100% électrique

**Mon scooter sans trop casquer**

\*sous réserve de stock disponible, voir conditions en concession.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #3xDéplacez-MoinsPolluer

[f /sodaautomartinique](https://www.facebook.com/sodaautomartinique) | [www.sodaauto-martinique.fr](http://www.sodaauto-martinique.fr) | **SODAUTO** L'automobile Nouvelle Génération



projet de long métrage d'animation réalisé en France et auquel il était associé, Alain Bidard assiste en effet à la transformation totale du sujet de ce film, l'esclavage aux Antilles-Guyane, et de son héroïne : une afro-descendante. « Ce personnage principal était devenu asiatique, et tout le discours du film avait été complètement changé », raconte-t-il, « j'ai donc compris que pour certains il y avait un "problème" par rapport à notre Histoire et culture. » Et alors que son travail comme stagiaire, dans une entreprise aujourd'hui défunte, est salué par l'un des journaux de référence de l'époque ("Génération 4"), le talentueux diplômé enchaîne pourtant les refus d'embauche. Sans explications. « C'est toujours fait de manière très insidieuse », explique Alain Bidard, « "on" ne veut pas vous embaucher, mais on ne peut pas justifier que c'est à cause de la qualité de votre travail. On était 40 dans ma promotion et j'ai vu les autres commencer à avoir du boulot, là où j'avais postulé... Faisant partie des trois meilleurs résultats de la promotion, j'ai commencé à me poser des questions. » Mais le coût de la vie à Paris étant, déjà à l'époque, très onéreux, Alain Bidard doit alors rentrer au péyi.

« **PAGOD COMME LE SYMBOLE D'UNE PROGRESSION PAR PALIER** »

Un retour en Martinique qui ne rimera toujours pas avec embauche (« les gens ne connaissent pas ces métiers au pays », glisse-t-il). Alain Bidard décide donc de travailler sa "demo reel" (présentation vidéo de son travail, ndr) puis réalise un film, fait la connaissance de Fabienne Elizé, qui apprécie cette réalisation et le présente à l'association *Ciné Woulé*, grâce à laquelle il obtient sa première commande et crée sa première entreprise, *Dream Heaven Pictures*, qui deviendra *Pagod Films* aux côtés d'autres créateurs-réalisateurs. « *Pagod* c'était réunir d'autres visions, pour faire des choses plus grandes que tout

« **PLUS ON MONTE ET PLUS C'EST DIFFICILE ET ÉTROIT** »

seul », explique l'artiste, « et *Pagod* comme le symbole d'une progression par palier : plus on monte et plus c'est difficile et étroit (*rires*). » Il poursuit : « Avant 2010 je faisais principalement des films en prises de vue réelle - documentaires, films de présentation, de prévention, etc. - et un peu d'animation ». L'homme est décidément d'une grande modestie, car en un peu plus de 20 ans il a réalisé - en parallèle de nombreuses autres activités - la bagatelle de 18 films d'animation dont 2 long-métrages, tous couronnés de prix dans des festivals internationaux. Nous y venons.

« **C'EST MOI QUI L'AI EMPORTÉ, AINSI QUE LE PRIX DU PUBLIC** »

En 2006 Alain Bidard réalise son premier dessin animé, de 26 minutes : *OPALE*. Ce format plus long que ses précédentes productions le poussant vers la « quête » du long métrage, il cherche donc à avoir des fonds publics, subventions et autres aides. Sans retours positifs. « Les acteurs privés que j'ai aussi sollicités me demandaient toujours de leur montrer ce que je pouvais faire », explique l'artiste, « donc je réalisais une minute de film, puis deux, puis trois, etc. A un moment il y avait tellement de minutes que mes partenaires et moi on s'est dit qu'on finirait par le réaliser en entier ! (*rires*). » Puis en 2010, Alain Bidard produit les 50 premières minutes d'un film d'animation - premier long-métrage de ce type réalisé dans la Caraïbe - intitulé *Battledream Chronicle*. Hélas l'artiste perd, coup sur coup, les données de deux disques durs défectueux... . Après une bien compréhensible réflexion, le passionné décide de tout recommencer et le film sort sur les écrans en 2015. A la clé un succès critique ; pour le moins. « *Battledream Chronicle* a remporté 25 prix dans des festivals internationaux : France, Argentine, Brésil, Mexique, USA, Canada etc. », se souvient Alain Bidard dans un franc sourire, « et avec cette idée "folle" de parler de l'esclavage en Martinique mais sous un angle de science-fiction, afro-futuriste. » Un artiste que l'excellence et le

succès critique n'ont jamais quitté. « J'ai été sélectionné avec 10 autres producteurs spécialisés dans les contenus panafricains », raconte-t-il, « nous étions en compétition pour le "Caribbean Tales Film Festival" à Toronto, où il fallait résumer sa réalisation face à des décideurs canadiens. C'est moi qui l'ai emporté, ainsi que le *Prix du Public*. » Un talent indéniable. Et plus que reconnu à l'international.

**OPAL A REMPORTÉ PLUS DE 80 PRIX DANS DES FESTIVALS INTERNATIONAUX »**

Le second long métrage d'animation réalisé par Alain Bidard est sorti le 04 décembre 2021 et s'intitule *OPAL* (co-production de *Pagod Films* et *Ciné Woulé*). « Ce n'est pas une adaptation de mon court-métrage », souligne aussitôt l'artiste, « mais une nouvelle histoire, qui parle à nouveau d'inceste via un conte initiatique destiné à diverses générations. » Décrit comme très maîtrisé et fort émouvant (entre autres qualités), *OPAL* a ainsi remporté plus de 80 prix dans des festivals internationaux. « Ce film a changé beaucoup de choses pour moi en 2022 », partage Alain Bidard dans un sourire, « j'ai notamment pu ren-



En Turquie

contrer des partenaires influents - des USA, d'Italie, du Brésil, Congo, Cameroun, Panama ou encore du Royaume Uni - et plusieurs possibilités de collaborations se sont présentées. Le film a déjà impacté pas mal d'enfants lors de projections scolaires organisées par des festivals en Suède, Pologne, Norvège, Espagne, Brésil, Canada et en Italie. De plus, j'ai signé avec une agence new-yorkaise pour me représenter, et j'ai pu rencontrer et échanger avec une reine, sa Majesté royale Angélique-Monet de Eti-Oni du Nigeria, sur des projets futurs ; je n'aurais jamais cru cela possible (*sourire*). » Puis l'artiste de glisser : « J'ai aussi rencontré des talents locaux émergents ; ce qui confirme que dans 10 ans il y aura très probablement d'autres réalisateurs de long-métrages d'animation ici. C'était donc une année à 100 à l'heure, avec de belles choses pour la Martinique et moi.

Et tellement de personnes à remercier. »

« **J'ai été contacté par des parents étrangers qui ont découvert**, par le visionnage du film, que leurs enfants avaient été exposés à l'inceste », confie Alain Bidard, « car initialement et au-delà de l'œuvre artistique, le film était destiné à aider les victimes adultes et les enfants exposés. Sans pouvoir vraiment quantifier, *OPAL* a donc commencé à aider de nombreuses victimes au-delà de nos frontières. Plus encore que le succès, c'est cet impact positif du film qui me touche. Et qui me motive pour mes projets futurs. » Des mots qui honorent, encore davantage, ce très talentueux artiste martiniquais.

**Mike Irasque**



# AMI, Conte sur ANTILLA

Comme un trait d'union entre deux années, nous faisons cette première publication « AMI, Conte sur ANTILLA » en décembre 2022 pour véritablement prendre notre rythme de partage en janvier 2023. Quand une fenêtre se ferme et une porte s'ouvre aussitôt.

Cette première parution est un Merci aux deux structures œuvrant pour et en direction de la population de la Martinique par des actions concrètes. Pour éviter de se perdre, il est fondamental de savoir (ne jamais oublier) d'où l'on vient. Nous y reviendrons dans une autre édition puisque nous avons rendez-vous chaque mois.

Premières pages sur le projet « Oralité et Ecriture Vivante, le Conte » porté par AMI dirigée par Valer'EGOUY, conteur...



**POUR ÉVITER DE SE PERDRE, IL EST FONDAMENTAL DE SAVOIR (NE JAMAIS OUBLIER) D'OÙ L'ON VIENT.»**

Nous faisons un retour sur la 16ème édition du Festival International « Contes et Musique dans la Cité » qui a mis à l'honneur une des conteuses, la doyenne à l'âge d'anniversaire d'Air France en Martinique, de l'atelier Pratique du Conte : Marie-Georges GIBOYAU originaire de Saint-Joseph. Elle porte la Parole de Papa Fof... Merci pour ma mémoire.



Du 11 au 23 octobre 2022, des artistes testés qualités venus de plusieurs pays et d'ici ont répandu leurs contes et musiques sur l'ensemble du territoire de Madinina aux oreilles attentives.

AMI a accueilli avec plaisir Fahem ABES (Algérie/Belgique), Gaël AZRA (Cameroun), Paola BALBI et Davide BARDI (Italie), Saulo GIRI (Panama/Québec), Ria CARBONEZ (Congo/Belgique), Jorus MABIALA

(Congo), Cédric LANDRY (Îles de la Madeleine, Canada), Ombeline COLLIN (Saint-Bath/France), Catherine Le GUERN (Vietnam/France), Caroline SIRE (Irlande/France), Caroline A. RIVAS (Colombie/Saint-Martin), Nicolas PIERREL, Tony POLOMACK, Kolo BARST, Roger RUSTER, Appoline STEWARD et Michel PLATON (Martinique).

Angie, Daniel, Déborah, Dominique, Fabienne, Kati, Lydia, Nicolas, Vanessa - Les conteurs de l'atelier Pratique du Conte de l'AMI ont accompagné la caravane festivalière.

Les artistes se sont produits et ont animé des ateliers en faveur des scolaires de collèges et lycées. (Musique, Ecriture, Conte en Anglais, Espagnol, Italien et Kréyol). Le dispositif **Pass Culture** a facilité l'accès à la culture aux étudiants. Certaines matinées ont été réservées aux rencontres, spectacles en milieu scolaire et « **Heure du Conte** » en Bibliothèque et Médiathèque. Nous observons un grand goût pour la « **Balade Contée** » en plus des « **Soirée**

DE DÉCEMBRE À DÉBUT JANVIER, NOUS REÇEVONS EN RÉSIDENCE D'ARTISTES LA TALENTUEUSE FLÛTISTE DE LA RÉUNION, SOLEHYA (SANDRA ELLAMA) ET LA DANSEUSE CHORÉGRAPHE DE DIJON, LUCIE ANCEAU.



**Contes** »... Toutes les formules ont été servies en duo ou trio d'artistes avec deux conteurs plus un musicien généralement.

L'ouverture officielle avec tous les artistes, mardi 11 octobre 2022 à 18h30, Bibliothèque Schoelcher à Fort-de-France a été un grand succès. La clôture s'est déroulée sur deux beaux sites : Le Jardin de Balata et le long de la rivière à Tivoli à Fort-de-France.

L'AMI vous dit Merci pour tous ces moments partagés. Vous avez très bien répondu à l'invitation aux voyages dans les imaginaires, les sens, la Mémoire universelle. Vous êtes venus suivre notre programmation riche et variée de Contes et Musique, écouter le chant des langues natales de ces artistes toujours prêts à vous dire leur authenticité au 16<sup>ème</sup> Festival International « **Contes et Musique dans la Cité** » qui s'est réalisé du 11 au 23 octobre 2022 en Martinique. **Merci !**

Et puis, en décembre et jusqu'à début janvier, nous recevons en **Résidence d'Artistes** la talentueuse flûtiste de La Réunion, Solehya (Sandra ELLAMA). La danseuse chorégraphe de Dijon, Lucie ANCEAU. Elle travaille en duo avec le danseur chorégraphe de la Martinique, Alfred ALERTE. A leur actif une énorme expérience sur la scène

depuis 17 ans, un festival « **Chemin des arts** » et surtout un lieu de création artistique « **La Bergerie de Soffin** » dans la Nièvre sur la France.

Pour mieux suivre l'actualité de l'Association Martinique Images, il est possible d'aller sur le site Internet pour s'abonner à notre InfoLettre. Vous pouvez également recevoir les informations au début de chaque mois sur votre téléphone en envoyant prénom et nom au numéro contact.

**Bienvenue !**

« Anou fèy avan an lot fèy ba nou ! »



#### CONTACTS

Directeur Artistique, Valer'EGOUY : +596 696 455 150  
Informations et adhésion :  
[www.associationmartiniqueimages.com](http://www.associationmartiniqueimages.com)

BRAUD

# LE RHUM LE PLUS AU SUD DE LA MARTINIQUE



VISITES & DÉGUSTATIONS  
ouvertes de 9h00 à 17h00 du lundi  
au dimanche, sans interruption.

## COMMENT S'Y RENDRE ?

Habitation Grand Fonds

97290, Le Marin

Tél. 05 96 74 10 01

[boutique@braud-quennesson.com](mailto:boutique@braud-quennesson.com)

